

MINISTERE DE L EQUIPEMENT

DIRECTION DE LA RECHERCHE
ET DES AFFAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

CENTRE DE PROSPECTIVE

LETTRE DE COMMANDE: 93 I 04

LA PROSPECTIVE URBAINE AUX ETATS UNIS:

1- LE DEBAT INTELLECTUEL NORD-AMERICAIN

2- LES ENTRETIENS

Cynthia GHORRA-GOBIN

Mai 1995

Docteur ès-Lettres
Ph.D. planification urbaine (UCLA)

Professeur à l'IEP (Paris) et consultant

PLAN DU RAPPORT

INTRODUCTION

1- PREMIERE PARTIE: LE DEBAT INTELLECTUEL NORD-AMERICAIN

1.1- L'APPARENTE MISE A L'ECART DE LA VILLE
DANS LES TRAVAUX DE PROSPECTIVE

1.2- DE LA VILLE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA
RECHERCHE

12.1-LA MATRICE DE L'ECOLE DE PLANIFICATION DE CHICAGO

12.2-LA RECHERCHE ECLATEE: LE COURANT DE "POLITIQUE
PUBLIQUE" ET CELUI DES "SCIENCES SOCIALES"

1.3- SOCIETES URBAINES vs SOCIETES SUBURBAINES= SOCIETE
DUALE?

13.1-DE LA FRAGMENTATION TERRITORIALE

13.2-LE POINT DE VUE DES ECONOMISTES, DES "COM
MUNAUTARISTES" ET DES "MULTICULTURALISTES"

1.4- L'ENVIRONNEMENT INTEGRE DANS LA PLANIFICATION URBAINE

14.1-LES ECOLOGISTES REDEFINISSENT LA POLITIQUE DE
TRANSPORTS

14.2-UNE MOBILISATION EN FAVEUR DE LA JUSTICE ENVIRON-
NEMENTALE

QUE CONCLURE? UNE PROSPECTIVE URBAINE A TENDANCE NORMATIVE

2- DEUXIEME PARTIE : LES ENTRETIENS

INTRODUCTION,

PRESENTATION DE L'INSTITUTION, SUR LA PROSPECTIVE URBAINE,
DOCUMENTS RECUEILLIS

ANNEXE: DOSSIER DE DOCUMENTS

INTRODUCTION

Le terme "prospective" est difficilement traduisible en anglais. Il n'y a pas vraiment de mot équivalent puisque les Américains l'utilisent en tant qu'adjectif. Aussi ils auraient plutôt tendance à parler de "prospective analysis" ou encore de "prospective view". Cette précision sémantique¹ permet de mieux comprendre alors la démarche utilisée ici pour la sélection des thèmes abordés dans la première partie ainsi que pour les entretiens qui se sont déroulés à Washington D.C., à l'automne 1994.

Au cours d'un séjour dans la capitale, des rencontres ont eu lieu avec des chercheurs travaillant pour l'"Institute for Alternative Futures", le "World Future Society" ou le "Worldwatch Institute" mais également avec des chercheurs de "The Urban Institute", de la "National Science Foundation", ou de l'"Office of Technology Assessment". Les premiers ne s'intéressent pas forcément à la ville mais leurs travaux de prospective donnent un certain éclairage sur la la ville qui parfois est indirectement abordée alors que les seconds ne sont pas des experts en prospective mais à partir de leurs recherches ils sont en mesure de voir comment se dessine le futur de la ville et les moyens susceptibles de renforcer certaines tendances ou encore de les contrebalancer, tout en respectant les règles de la démocratie.

Le présent rapport est donc organisé en deux parties suivi d'un dossier d'annexes. Après avoir situé la ville et la planification urbaine dans le débat américain, la première rend compte du regard des chercheurs sur l'évolution de la métropole américaine ainsi que sur l'intégration des préoccupations environnementales dans la planification. La deuxième partie est une restitution des informations obtenues au cours des entretiens concernant d'une part le centres de recherche et d'autre part les travaux de la personne interviewée. Le dossier des annexes correspond aux ouvrages et aux documents collectés lors de ce voyage d'étude.

¹. Pour plus de détails sur l'usage des mots cf. M. Godet et F. Roubelat, La Prospective aux Etats-Unis: Mission d'étude 15-23 Mai 1993. Paris: Drast, juin 1993, p.3 et 4.

PREMIERE PARTIE : LE DEBAT INTELLECTUEL NORD-AMERICAIN

1.1 - L'APPARENTE MISE A L ECART DE LA VILLE DANS LES TRAVAUX DE PROSPECTIVE

Les travaux américains de prospective sont connus d'un vaste public qui ne se limite d'ailleurs pas uniquement aux Etats-Unis. On pense au Choc du Futur², dont l'auteur Alvin Toffler a réussi depuis 1970, à mettre à jour périodiquement ses idées en publiant successivement La Troisième Vague, Les Nouveaux Pouvoirs et Créer une Nouvelle Civilisation: la politique de la Troisième Vague. Toffler a été un moment en concurrence avec Naisbitt dont l'ouvrage Megatrends³ paru en 1982, a également connu un large succès. Mais l'ensemble de ces travaux aussi pertinents qu'ils soient n'ont pas abordé les questions touchant au cadre de vie et encore moins à la ville en tant qu'organisation sociale et spatiale.

Ces ouvrages ont, dans un premier temps, insisté sur l'avènement de nouvelles techniques et par voie de conséquence sur ce qui risque de transformer les modes de vie, les méthodes d'enseignement ainsi que tout ce qui touche à la consommation. On peut d'ailleurs comprendre le succès obtenu aux Etats-Unis par les travaux de Jacques Ellul sur l'avènement de la société technologique en 1967 ainsi que le rapport de Simon Nora et Alain Minc sur les enjeux sociétaux de l'usage des nouvelles technologies⁴ de 1981, deux livres qui ont aussitôt été traduits en anglais.

². A.Toffler, Le Choc du Futur. Paris Denoel/Gonthier, 1971; La Troisième Vague. Paris: Denoel, 1980; Les Nouveaux Pouvoirs. Paris: Fayard, 1991 et Créer une Nouvelle Civilisation: La politique de la troisième vague. Paris: Fayard, 1995.

³. J.Naisbitt, Megatrends. New York: Warner Bros, 1982.

⁴. J.Ellul, The technological society. New York: Vintage Books, 1967 et S.Nora et A.Minc, The Computerization of Society. Cambridge, Mass.: MIT press, 1981.

La question des rapports entre les sexes, abordée par Toffler dans son premier ouvrage, à la suite des travaux de la célèbre féministe Betty Friedan⁵, laisse entrevoir le développement de la famille monoparentale mais cette réflexion ne débouche pas pour autant sur l'ébauche de ce que pourrait devenir l'habitat. Toffler souligne simplement par des données statistiques le rythme de l'urbanisation galopante et avance l'idée de "villes souterraines", compte tenu de la raréfaction de l'espace. Il aborde la question de la mobilité géographique et consacre un chapitre entier sur les "nouveaux nomades", ces individus qui, par exemple, travaillent à New York la semaine et prennent l'avion le vendredi soir pour rejoindre leur famille vivant dans un autre Etat. Toffler tout comme Naisbitt, qui traitent de l'économie mondiale, soulignent en permanence la multiplication des modes de vie ("life-style"). Sous l'effet de nombreuses contraintes, nos sociétés modernes seraient de moins en moins homogènes.

Dans son étude de 1971, Toffler qui s'appuie sur les travaux du sociologue William Ogburn⁶, avait mis l'accent sur le rythme de l'évolution technique qui affecte différemment les multiples secteurs de l'économie ainsi que les différents groupes sociaux. Il craignait alors le développement d'"un décalage culturel" d'une part entre l'état de la technique et les pratiques de la société et d'autre part entre ceux qui suivent le rythme de l'évolution et le reste de la population. En parlant de la "mise à l'écart" de certains groupes de populations, Toffler avait posé clairement la question de l'"harmonie sociale" alors que dans son dernier ouvrage, également signé par son épouse, cette dimension sociétale est plutôt évicnée. Les Toffler estiment que l'on assiste à la fin de la civilisation industrielle et à l'avènement d'une autre et ils semblent accepter l'idée d'une transition violente

⁵. Le mouvement féministe connaît depuis trente ans une grande ampleur aux Etats-Unis et il a su profiter de l'"Affirmative Action" dans les institutions publiques et privées et notamment dans les universités. Il s'est largement inspiré dans les années 1960 de B.Frieden, La Femme Mystique. Paris: Gonthier Denoel, 1964 (1963 pour l'ouvrage américain).

⁶. W.Ogburn, On Culture and Social Change. Chicago: Chicago university press, 1964.

entre les deux sans toutefois s'interroger sur son ampleur et les menaces qu'elle représente pour cette civilisation à venir.

Dans ce dernier ouvrage paru en 1995 pour la traduction française, Toffler remet en cause diverses théories: (1) celle de Samuel Huntington⁷, éminent professeur de sciences politiques et directeur de l'Institut Olin pour les études stratégiques à l'université Harvard, qui estime que les lignes de fracture de cette fin de siècle reposent sur la confrontation entre civilisations, (2) celle de Paul Kennedy qui prône depuis plusieurs années le déclin des Etats-Unis, (3) ainsi que celle de Francis Fukuyama qui proclame la fin de l'histoire. Pour Toffler, l'histoire mondiale de l'humanité peut se diviser en trois civilisations correspondant à l'ère agricole, industrielle et "post-industrielle". Le passage d'une ère à une autre engendre des tensions inévitables que l'auteur souligne sans cependant évaluer et prendre en compte leur intensité ainsi que le sort des victimes⁸:

"La deuxième vague a créé des sociétés de masse à l'image de la population de masse qui lui était nécessaire. Dans les économies de la Troisième Vague, qui se fondent sur l'intelligence, la production en série est déjà une forme obsolète. La production démassifiée est le fer de lance de l'industrie..."

C'est donc toute la structure sociale qui change. A l'homogénéité caractéristique de la société de la Deuxième Vague succède l'hétérogénéité de la civilisation de la Troisième Vague. La démassification triomphe de la massification..."

Pour toutes ces raisons, les tensions continueront à monter entre la civilisation de la Troisième Vague et les deux formes de civilisations plus anciennes, et la nouvelle civilisation se battra pour asseoir son hégémonie planétaire, à l'instar des modernisateurs de la Deuxième Vague face aux sociétés pré-modernes de la Première Vague, dans les siècles passés."

⁷. S.H. Huntington, "The Clash of Civilizations?", Foreign Affairs, Vol.72 #3, pp.22-49. Cet article a été à l'origine d'un débat aux Etats-Unis. Il a été traduit et commenté dans la revue Commentaire #66, Eté 1994, pp.238-269 et la revue Futuribles fait écho de ces débats, en janvier 1995.

⁸. A. Toffler, Créer une Nouvelle Civilisation, p.39.

Toffler prend pour acquis le triomphe de la "Troisième Vague" alors que ce principe est loin d'être admis par l'ensemble des intellectuels. Certains estiment, en effet, que l'on devrait se préoccuper de la manifestation de la violence sous toutes ces formes alors que d'autres, comme Lester Brown⁹, s'interrogent sur la capacité de la planète à nourrir la population à venir.

Créer une nouvelle civilisation est préfacé par Newt Gingrich, le chef de file du Grand Old Party qui, à la suite des dernières élections législatives aux Etats-Unis, - ayant donné à la Chambre des Représentants du Congrès une majorité de républicains, ce qui ne s'était pas produit depuis 40 ans- est devenu le "speaker" de la Chambre des Représentants. Le parti républicain entend cette fois-ci mener à terme sa "révolution conservatrice", celle qui consiste principalement à diminuer les impôts et à limiter les dépenses budgétaires en amorçant une profonde réforme du "Welfare". Dans cette préface Gingrich va plus loin que Toffler en démontrant que la théorie de la "Troisième Vague" a déjà été appliquée dans le secteur de la Défense et qu'elle a ainsi permis aux Américains d'anéantir les Irakiens¹⁰:

"L'une des applications les plus importantes et les plus heureuses du modèle de la Troisième Vague concerne la guerre. Au début des années 1980, en effet le général Donn Starry, la patron du TRADOC (Commandement de la formation et de la doctrine de l'armée de terre américaine) lut la Troisième Vague et en conclut que le concept de révolution de l'information devait aider à élaborer la doctrine Air/Land Battle...

En 1991, le monde assista ainsi à la première guerre opposant les systèmes militaires de la Troisième Vague à une machine militaire obsolète de la Deuxième Vague...Face aux systèmes informatiques de la Troisième Vague les armées retranchées de la Deuxième Vague furent terrassées et anéanties."

Quelques pages plus loin, Gingrich établit un parallèle entre l'armée et la vie politique. Il part du principe que la vie politique américaine est en pleine crise et qu'elle s'est

⁹. L.Brown, H.Kane et D.M.Roddman, Vital Signs 1994. Worldwatch Institute, 1994.

¹⁰. A.Toffler, Créer une Nouvelle Civilisation, p. 13.

laissée piégée par la frustration, le négativisme, le cynisme et le désespoir, parce qu'elle n'a pas encore appliqué les principes de la Troisième Vague.

On peut alors déduire de la lecture de cette préface que le parti républicain entend bien être à l'origine de la transformation de la vie politique en se débarrassant de toutes les mesures qui, à leurs yeux, participent encore du maintien de la "Deuxième Vague", comme les programmes sociaux. Le futurologue Toffler et le politique Gingrich semblent alors admettre le principe d'une société américaine duale, un point de vue auquel n'adhère pas pour autant la majorité des intellectuels américains. Robert Reich qui a des responsabilités ministérielles au sein de l'administration Clinton, a écrit de nombreux articles sur l'économie mondialisée et son dernier ouvrage¹¹ sur ce thème aborde clairement la question de la société duale. Il affirme que le rôle de la nation est d'améliorer le niveau de ses membres en augmentant la valeur de leur contribution à l'économie mondiale mais il constate aussi que tous les américains n'apportent pas une valeur substantielle à l'économie mondiale. Par conséquence, le fossé s'élargit entre ceux qui participent à l'économie mondiale et ceux qui n'y participent pas.

Aussi dans un chapitre, dont le titre "Qui est nous?" est a priori peu explicite, il s'interroge sur les territoires habités par la population branchée à l'économie mondiale qu'ils qualifient de "manipulateurs de symboles" et le reste de la population:

"Les manipulateurs de symboles se distingueront du reste de la population par leurs liens avec l'économie mondiale, le confort de leurs styles de vie, la qualité de soins de santé dont ils disposent et l'abondance des gardes à leur service. Ils achèveront alors leur sécession par rapport à l'Union. Les communes ou les enclaves urbaines où ils résideront ne ressembleront en rien au reste des Etats-Unis, pas plus que les zones de manipulation de symboles où ils travailleront; il n'y aura plus aucun lien entre les deux parties du pays".

¹¹. R.Reich, L'Economie Mondialisée. Paris: Fayard, 1993 (1991 pour l'ouvrage américain).

Reich pose clairement la question du lien social et politique lorsque le lien économique s'effiloche, non simplement sur le plan idéologique mais aussi sur le plan territorial, une interrogation qui n'a pas effleuré le raisonnement de l'auteur de la Troisième Vague.

Les travaux de prospective de Toffler et Naisbitt, en dépit de leur intérêt pour ce qui concerne la prospective n'aborde pas vraiment la ville. Cette lacune ne résulte pas d'un manque d'un manque d'intérêt pour ce thème mais provient plutôt de leurs relations professionnelles qui, d'une manière générale, sont limités au monde de l'entreprise. Leur objectif consiste à aider les entreprises à s'adapter continuellement au contexte social en leur proposant de revoir leurs méthodes de gestion ou encore de reconceptualiser leurs produits par rapport à la demande. En allant très rapidement, on pourrait dire que ces prospectivistes se sont surtout intéressés à la "sphère privée" que ce soit l'entreprise ou l'individu et n'ont pas traité de la "sphère publique", sauf peut être pour le chapitre 5 de Naisbitt qui se veut un plaidoyer pour la décentralisation et pour un renforcement des gouvernements locaux au détriment de l'Etat fédéral. La ville en tant qu'entité sociale et spatiale n'est pas un thème central.

Sur la scène américaine de la prospective, le public voit régulièrement défiler les profils de (1) Peter Drucker¹², un éminent professeur de sciences politiques et de gestion à la "Graduate School of Claremont" (banlieue de Los Angeles) ayant acquis une réputation nationale et internationale à la suite de la publication de 27 ouvrages et de (2) Lester Brown qui préside aux travaux du "World Watch Institute" à Washington D.C..

Dans une brillante analyse rétrospective sur le XXème siècle tout en abordant le siècle à venir, -qui a été publiée dans la revue The Atlantic Monthly à l'automne 1994-, Drucker met l'accent sur l'impératif de l'innovation sociale pour faire face

¹². Son dernier livre s'intitule The Post-Capitalist Society. New York: Harper Collins, 1994.

aux transformations structurelles, mais il ne dit pas ce qu'il entend par ce terme. L'"innovation sociale" relève-t-elle du politique, des chercheurs ou encore de la société civile? Les propos sont peu clairs. Quant à Brown et son équipe, ils focalisent, depuis une dizaine d'années, leurs analyses prospectives sur l'environnement naturel à partir d'une réflexion portant sur la croissance démographique et les habitudes de consommation, notamment dans les pays riches. Brown insiste sur l'impératif d'un changement dans nos modes de vie et n'hésite pas à aller à l'encontre du mythe de la consommation qui est pourtant aujourd'hui encore perçu par la majorité des chercheurs et des décideurs comme un indice de progrès.

A priori, Drucker et Brown n'abordent pas le sujet de la ville en tant que lien social ou organisation spatiale. Mais dans les publications du "Worldwatch Institute" on note les multiples analyses du chercheur Marcia di Lowe qui étudie la question des transports en relation avec l'environnement, thème inclus dans la quatrième partie. On peut alors en déduire que la question de la ville est ici abordée de manière indirecte alors que cette dimension ou encore ce rapport entre l'espace et la société est complètement absente des propos tenus par Drucker.

Mais si l'ensemble des travaux de prospective ont tendance à délaissier la ville, comment la recherche en sciences sociales l'aborde-t-elle?

1.2 - DE LA VILLE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA RECHERCHE

Sans pour autant réécrire une fois de plus la genèse et l'histoire de l'urbanisme¹³ aux Etats-Unis, rappelons cependant les principaux courants intellectuels qui ont contribué à son avènement au début du siècle afin de mieux comprendre l'éclatement disciplinaire que connaît le thème de la ville aujourd'hui.

12.1- LA MATRICE DE L'ECOLE DE PLANIFICATION DE CHICAGO

Au début du XXème siècle, l'urbanisme (ou encore la planification urbaine)¹⁴ fut introduite dans les programmes de l'enseignement supérieur au sein du département d'architecture. A l'époque, l'urbanisme résultait de ce courant "City Beautiful Movement" porté principalement par les hommes d'affaires et les chefs d'entreprises des grandes villes qui, à la fin de la décennie 1890 et le début du XXème siècle, se sont tournés vers les architectes pour doter les centres-villes et plus précisément les CBD ("central business district") d'un bel environnement architectural. C'est d'ailleurs la mission qu'accomplit l'architecte Daniel Burnham à Chicago au moment où la ville accueille l'exposition internationale ("World's Fair").

Mais, l'urbanisme résulte également d'un deuxième courant proche cette fois-ci des sciences de l'ingénieur et de l'hygiénisme. Compte tenu de l'accroissement démographique de la population urbaine, il fallait doter la ville de réseaux d'adduction d'eau et d'égoûts, tout en anticipant sur sa croissance spatiale. Le troisième courant qui a contribué à l'émergence de l'urbanisme, en tant que discipline, relève du progressisme qui, dans le but de diminuer le principe du clientélisme régnant au niveau de la gestion locale, a mis l'accent sur l'expertise et le

¹³. Mel Scott, American City Planning since 1890. UC press, 1969 et Daniel Schaffer, Two Centuries of American Planning. Baltimore: The John Hopkins university press, 1988.

¹⁴. On utilise les deux termes de manière indifférenciée.

caractère scientifique de la gestion urbaine.

L'année 1909 fut déterminante pour l'urbanisme puisqu'elle a inauguré la première rencontre nationale sur ce thème pendant que l'université de Liverpool créait le premier département d'urbanisme, "the School of Civic Design" et qu'à Harvard le professeur James Sturgis Pray inaugurait le premier cours d'urbanisme.

La planification en général et la planification urbaine en particulier ont connu un essor considérable lors du New Deal et dans les années qui ont suivi. D'éminents intellectuels et technocrates qui avaient travaillé à Washington D.C. pour la mise au point de programmes publics en vue de résorber le chômage par le biais de la réalisation d'infrastructures et de logements en milieu urbain, ont ensuite intégré les milieux universitaires et ont été à l'origine de l'expansion d'un enseignement tourné sur les méthodes de la planification, pour mieux définir cette question de l'"intervention" dans le domaine public. Le chef de file de ce courant fut Rexford Guy Tugwell¹⁵, un éminent économiste de l'université Columbia à New York, qui fut appelé à Washington en 1933 pour faire partie du "brain trust" de Roosevelt au sein du ministère de l'agriculture. Il contribua à l'élaboration de la loi "Agricultural Adjustment Act" de 1933 qui se donnait pour objectif de limiter la production agricole en vue de maintenir les prix sur le marché et il eut également la responsabilité d'assurer la relocalisation de fermiers pauvres sur les terres de l'Etat fédéral. Tugwell avait été enthousiasmé par les concepts de gestion scientifique de Frederik Taylor et il plaida toute sa vie durant en faveur de l'intervention de l'Etat dans l'évolution de la société.

En dépit de ses responsabilités pour des questions d'agriculture, Tugwell savait pertinemment, à la suite du recensement de 1920, que le futur de la nation américaine se situait désormais au niveau urbain. Ce recensement indiquait que la majorité de la population américaine vivait désormais dans des villes. Au

¹⁵. cf. B. Sternsher, Rexford Tugwell and the New Deal. New Brunswick: Rutgers University press, 1964.

sein du "Resettlement Administration", il a participé activement au programme de création de villes nouvelles. Mais la démarche de Tugwell jugée trop interventionniste ne plaisait pas à la Cour Suprême et il fut en quelque sorte contraint de démissionner en 1936. Deux ans plus tard il fut nommé président de la "New York City Planning Commission" par le maire de la ville, Fiorello La Guardia. A cette époque, New York disposait d'un brillant administrateur, Robert Moses, qui eut la responsabilité de la création d'infrastructures comme les autoroutes, tunnels et parcs.

Tugwell ne réussit pas à s'entendre avec Robert Moses qui pratiquait des méthodes de travail différentes des siennes et il accepta aisément sa nomination en 1941 par Roosevelt au poste de gouverneur de Porto Rico. Il mit au point un programme d'industrialisation de l'île avec le politique Munoz Marin qui devint, par la suite, le premier gouverneur élu de l'île. En 1946 il fut invité par le chancelier de l'université de Chicago pour créer un programme interdisciplinaire d'Enseignement et de Recherche de la planification au sein du Département de Sociologie. Deux ans plus tard, Tugwell nomma Harvey S. Perloff, un économiste, pour diriger ce programme; ce qu'il fit, jusqu'au milieu des années 1960, avant d'être appelé par l'Université de Californie, Los Angeles (UCLA) pour y créer un programme semblable à celui de l'université de Chicago¹⁶.

Tugwell est considéré aux Etats-Unis comme l'un des Pères fondateurs de la planification et plus particulièrement de la planification urbaine à l'université de Chicago, dont la réputation avait déjà été solidement établie grâce au caractère novateur de son école de sociologie urbaine. En demandant à Tugwell de créer son programme interdisciplinaire, le chancelier Hutchins cherchait à doter l'université d'un enseignement qui ne devait pas rester purement académique. Pour Tugwell, la

¹⁶. Pour plus de détails sur le rôle fondateur de l'Ecole de Chicago et les fondements de la planification urbaine aux Etats-Unis, cf. Jean-Louis Sarbib, "The University of Chicago Program in Education and Research planning", Journal of Planning Education and Research. #2, Hiver 1983, 77-81.

planification devait donner un sens de direction à une société et elle se devait de dépasser les divisions afin de devenir une force:

"Planning is not direction when it is at the service of special interest in society; it becomes direction when it can become a unifying, cohesive, constructive, and truly general force"¹⁷.

"La planification n'indique aucune direction si elle est au service d'intérêts spéciaux au sein de la société; elle devient synonyme de direction lorsqu'elle peut devenir une force cohésive et constructive."

Harvey Perloff, lorsqu'il créa son école de planification urbaine en Californie, a repris l'essentiel du message de Tugwell tout en insistant sur son caractère démocratique. Il revendiquait un processus participatif tout en étant situé "en dehors des canaux traditionnels de la vie politique"¹⁸ afin de dégager l'intérêt général. Charles Merriam, un professeur de sciences politiques de Chicago qui a également participé à l'administration Roosevelt, définit dans les années 1940, la planification comme un travail de coordination entre les multiples acteurs de la ville mais aussi de projection et d'analyse scientifique.

Ce rapide survol de l'histoire de la planification urbaine en tant que discipline, permet de rappeler qu'elle a été codifiée, au cours des années 30, c'est à dire à l'occasion du New Deal et que l'université de Chicago lui a accordé d'emblée un statut interdisciplinaire. Les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale furent également très propices à la théorisation de la planification ou encore à la construction de fondements épistémologiques de la planification. Herbert Simon et Charles

¹⁷. Cette phrase de Tugwell est citée par John Friedmann in Planning in the Public Domain: From Knowledge to Action. Princeton university press, 1987, p.109.

¹⁸. Harvey S. Perloff, Education for Planning. Baltimore: John Hopkins University, 1957 et Planning the Post-Industrial City. Washington D.C.: Planners press, 1980.

Lindblom¹⁹ qui ont largement contribué à la rationalité du processus décisionnel dans le domaine de la planification, ont interrogé de manière explicite le rapport entre les théories scientifiques et le pouvoir.

John Friedmann qui fut l'élève de Rexford Tugwell avant de devenir professeur de "théorie de la planification" à UCLA, fut l'élève de Rexford Tugwell à Chicago, situe Tugwell dans la lignée d'Auguste Comte, le fondateur de l'Ecole Polytechnique au moment de la Revolution française. Friedmann va jusqu'à opposer cette tradition de la planification pensée en termes de "réforme sociale" en continuité avec le Siècle des Lumières que l'on retrouve chez Comte et Tugwell à une autre vision de la planification pensée en termes de mobilisation sociale. Pour Friedmann qui puise ses exemples dans les quartiers pauvres des villes latino-américaines, la planification ne devrait pas être une démarche au service des politiques mais devrait également figurer comme une démarche dont pourrait s'approprier la société civile.

Aux Etats-Unis, la planification urbaine a largement dépassé, à la suite du New Deal, le cadre d'un urbanisme synonyme de "city beautiful movement". Elle se donne un caractère interdisciplinaire et s'interroge sur sa relation au pouvoir. Dans les universités de l'ouest et notamment dans les universités californiennes, les programmes de planification urbaine étaient dans les années 1960 et 1970 principalement localisés au sein du département qui rassemblait également l'architecture. On parlait alors de "Department of Architecture and Urban Planning" ou encore "Regional Planning". Mais à partir des années 1970 et 1980, les départements de sciences politiques se sont intéressés également à tout ce qui relève de la planification et ont été à l'origine de la création de programmes ou d'écoles de "Public Policy" (politique publique). Une fois de plus on conservait le caractère interdisciplinaire de la planification mais on se

¹⁹. H.Simon, Administrative Behavior. New York: Free press, 1976 (1945 pour la première édition) et Ch.Lindblom "The science of muddling through", Public Administration Review 19 #2 (printemps) pp79-99.

détachait progressivement de ce qui touche à la forme urbaine ou encore à la matérialité de la forme urbaine pour se focaliser exclusivement sur les problèmes de société ainsi que sur le rapport de la connaissance détenue par les chercheurs face aux décideurs, les politiques.

12.2- LA RECHERCHE SUR LA VILLE ECLATEE ENTRE LE COURANT DE "POLITIQUE PUBLIQUE" ET DES "SCIENCES SOCIALES"

A la suite de l'euphorie suscitée par le New Deal, les intellectuels -notamment ceux qui y avaient participé- ont pensé à juste titre qu'il fallait prolonger la réflexion autour de la planification et plus particulièrement la planification urbaine. Les Ecoles de planification qui se sont inspirées du modèle de l'Ecole de Chicago ou encore de celui de la Caroline du Nord à Charlotteville, ont connu un nouvel essor dans les années 1960 à l'époque de la "Great Society". Ces programmes sociaux et urbains qui avaient été demandés par le président Kennedy puis mis en place par l'administration Johnson pour lutter contre la pauvreté urbaine, se sont appuyés sur les travaux de chercheurs et l'Etat fédéral leur a par ailleurs demandé de les évaluer.

Les départements de sociologie reçurent d'importants financements fédéraux pour mener des études d'évaluation qui, dans l'ensemble, firent le triste constat de la relative réussite des programmes fédéraux. On peut certes se demander si tout compte fait ces programmes n'ont pas été évalués trop tôt ou encore si les chercheurs n'ont pas opté pour des critères peu réalistes. En dépit de l'ambiguïté de cette question, on peut toutefois affirmer que chercheurs et politiques ont commencé à douter de l'efficacité des programmes mis en place. Les conservateurs ont commencé de reprocher aux programmes d'encourager la dépendance de certaines catégories sociales vis à vis de l'Etat et de financements publics alors que la gauche reprochait à ces programmes de maintenir une situation de status-quo, c'est à dire d'oppresser les pauvres tout en leur interdisant d'exprimer sur la scène politique leurs revendications. Les chercheurs et les "activists" (militants) qui se réclamaient des théories d'Alin-

ksy, n'approuvaient pas toujours les programmes urbains de Washington D.C.

Dans la tradition américaine de lutte contre la pauvreté, Saul Alinsky occupe une place notoire à la suite de l'action qu'il a menée, au moment de la Dépression, à Chicago, dans le quartier "Back of the Yards", un quartier pauvre décrit par Upton Sinclair dans son roman La Jungle. Alinsky expliquait la pauvreté en raison du degré de désintégration sociale des communautés urbaines, notamment les Noirs et il milita en faveur du "community organizer", ce militant-professionnel qui aide un groupe d'individus à s'organiser à se donner les moyens et la légitimité de réclamer ses droits auprès des instances politiques et des administrations publiques. Dans son ouvrage de 1946, Reveille for Radicals qui est toujours réédité et lu dans les écoles de planification urbaine, il définit ses méthodes et son souci de préserver la démocratie participative dans son pays.

Dans ce contexte de grande perplexité intellectuelle vis à vis de l'efficacité des programmes urbains, s'est alors développé un courant en faveur de la création d' "Ecoles de politique publique" qui se donnait pour ambition d'étudier et de comprendre pourquoi et comment les politiques menées par l'Etat fédéral avaient échoué afin de ne pas reproduire les mêmes erreurs. Les "Ecoles de Politique Publique" ("Schools of Public Policy") avaient été créées pour remplacer les anciennes écoles d'administration publique et pour promouvoir, une fois de plus, le caractère interdisciplinaire de la recherche. Elles devaient en fait représenter pour le secteur public ce que les "Business Schools" représentaient pour le secteur privé, ce qui veut dire qu'elles devaient avoir une notoriété au sein de l'université mais aussi à l'extérieur du campus. Elles se donnaient pour mission de former des professionnels qualifiés qui travailleraient au sein de l'administration publique tout en ayant un esprit critique et une capacité à transformer le système bureaucratique pour l'améliorer. Les "Ecoles de PP" ressemblaient à ces "think tanks" au profil multidisciplinaire et dont l'essentiel de la réflexion intellectuelle portait sur les problèmes d'ordre pratique.

La création de ces Ecoles au sein de l'université de même que le développement de "think tanks" (centres de recherche indépendants) proviennent du constat de la non-performance ou faible performance des programmes urbains et sociaux des années 1960 et 1970. Elle s'explique aussi par ce souhait émis par les intellectuels et les politiques en faveur de l'émergence d'un pluralisme de points de vue et d'opinions sur la manière dont il faut conduire une politique publique. Cette revendication correspond bien à l'idéologie dominante de cette deuxième moitié du XXème siècle qui prône plus que jamais le pluralisme sur le plan politique et économique mais aussi sur le plan social et culturel.

Cette idéologie pluraliste qui a fortement imprégné la création des "Ecoles de PP" explique en fait la raison pour laquelle les pays européens n'ont pas vraiment créé d'institutions similaires. Cela ne veut pas dire que dans nos pays il n'y ait pas de critiques vis à vis du travail d'une administration en place, mais ces critiques ne sont formulées qu'au sein du parti qui se trouve dans l'opposition, et non de manière indépendante. C'est du moins en ces termes qu'Aaron Wildavsky, qui a été à l'origine de l'"Ecole de Politique Publique" à UC Berkeley à la demande du chancelier, explique la non-diffusion d'une innovation universitaire américaine à l'étranger²⁰. Toute la connaissance théorique au sujet de la mise en oeuvre d'une politique publique, son fonctionnement au sein de l'administration, ses possibilités d'évolution, les populations qu'elle sert, relève désormais de ces "Ecoles de politique publique". Dans la culture américaine, la compétition entre ces Ecoles est perçu comme un élément positif susceptible de renforcer la connaissance scientifique.

Les huit plus importantes "Ecoles de Public Policy" aux Etats-Unis sont la "Carnegie-Mellon H. John Heinz II School of Public Policy and Management"; "Duke Stanford Institute of Public Policy"; "Harvard John F. Kennedy School of Government"; "Berke-

²⁰. Aaron Wildavsky, "The once and future school of public policy", The Public Interest, #79, printemps 1985, pp.25-41.

ley Graduate School of Public Policy"; "Michigan Institute of Public Policy Studies"; "Princeton Woodrow Wilson School of Public and International Affairs", "university of Texas at Austin Lyndon B. Johnson School of Public Affairs" ainsi que celle de la "Rand Corporation" (Santa Monica, Ca). Les Ecoles de PP accueillent des étudiants déjà diplômés ("graduated"), c'est à dire ayant déjà accompli quatre ans à l'université et leur offrent des cours de micro-économie, de sciences politiques, de sociologie des organisations, de modélisation tout en exigeant leur participation à des stages. L'enseignement se situe d'une manière générale à l'échelle micro, c'est à dire que les étudiants comme les professeurs travaillent sur une politique publique sociale précise et non sur la manière dont il faut conduire la politique sociale de la nation. En général, ces Ecoles prônent le changement incrémental, c'est à dire celui qui peut être suivi de manière scientifique par les analystes qu'ils sont et qui peuvent être acceptés par la grande majorité de l'opinion publique.

Cette présentation de l'émergence des "Ecoles de PP" démontre en filigrane l'éclatement mais aussi la diversité de l'enseignement de l'urbanisme aux Etats-Unis. L'urbanisme de ces deux dernières décennies n'est pas restée confinée aux seuls départements d'urban ou de regional planning de campus comme Cornell, Columbia, Harvard, North Carolina, UC Berkeley ou UCLA, mais s'est déployée au sein d'"Ecoles de Public Policy" situés dans les mêmes campus ou au sein d'institutions comme la "Rand Corporation". A priori le terme de ville est inexistant mais l'ensemble des chercheurs traitent essentiellement des programmes sociaux qui ont pour cible la population des centre-villes, que ce soit des programmes de réhabilitation de logements ou d'éducation. Tout ce qui relève de la matérialité de la ville, de l'"urban design" reste confiné aux Ecoles d'architecture. Il y a donc une dissociation nette entre le matériel et le social, mais c'est de la société urbaine dont il est question.

Au cours de l'année 1994, l'école d'"urban planning" de UCLA s'est transformé en une école de "public policy". La "Graduate School of Architecture and Urban Planning", dont la création et la direction revenaient à Harvey Perloff jusqu'en 1983, s'est

scindée en deux. Le programme d'architecture a rejoint celui des Arts pour constituer un nouveau département d'"Architecture et d'Arts" et le programme d'"Urban Planning" relève désormais de l'"Ecole de politique publique et de recherche sociale" ("School of Public Policy and Social Research") qui réunit désormais les écoles d'Assistance sociale, de santé publique ("School of Social Welfare", "School of Public Health") et d'autres centres de recherches.

Ce changement résulte d'une décision du Chancelier Young qui avait pris conscience de la fragmentation de la recherche concernant les politiques publiques au sein de son université. Dans un rapport publié en 1991, il plaida en faveur de la création d'un centre de recherche ciblé sur tout ce qui touche au domaine des politiques publiques. A la suite de la violence des émeutes de 1992 et face à l'incapacité de l'université à formuler de manière claire la politique que devraient mener la ville ou encore l'Etat fédéral pour préserver l'harmonie sociale, une majorité du corps enseignant s'est ralliée aux positions du chancelier. Plusieurs comités de travail ont alors réfléchi sur ce que devrait être cette nouvelle entité centrée sur tout ce qui touche au domaine public à partir de la fusion d'écoles existantes.

Le chancelier Young se donnait pour objectif non simplement de fournir aux dirigeants les données et les informations scientifiques dont ils auraient besoin pour conduire une politique publique mais d'être en mesure d'influencer les décisions du secteur public:

"Is the university's mission merely to indirectly inform the decision-making process by supplying data? Or should we be actively engaged in efforts to influence the world of public policy on such issues as K-through 12(kindergarten through 12 grade) educational reform, urban poverty, the environment, and health care access to the poor- through what we do as a major research and teaching institution? "

("Est-ce la mission de l'université de simplement informer de manière indirecte le processus de décision en fournissant des données objectives? Ne devrions nous pas plutôt nous engager pour influencer la sphère de la politique publique sur des problèmes comme la réforme de l'éducation K-jusqu'à 12 (de l'école maternelle jusqu'au douzième grade), la pauvreté urbaine, l'environnement et les soins médicaux à

tous au travers d'une institution de recherche et d'enseignement")

Cet engagement du chancelier pour ce qui concerne la sphère publique et les moyens de l'influencer provient également du fait que UCLA ainsi que l'ensemble des huit campus UC sont des universités publiques. Ce point de vue est rappelé dans les phrases qui suivent la citation précédente:

"UCLA has a public responsibility to become more active player in determining future directions for our community, state and nation. We have a duty to bring this university's enormous storehouse of knowledge to bear on solutions to pressing social problems. The people of the State of California have made a huge investment in this institution, and much is expected of us."²¹

"L'université UCLA a une responsabilité publique et doit devenir plus active pour déterminer les directions futures de notre communauté. Notre devoir est de faire en sorte que la connaissance scientifique dont nous disposons contribuent aux solutions des problèmes sociaux. Les habitants de la Californie ont fait un énorme investissement dans cette institution et ils attendent beaucoup de nous")

En dépit de l'affirmation de cet engagement public d'une université face aux problèmes de la société, on ne peut passer sous silence le fait que la création de l'"Institut de politique publique" participe d'une restructuration de départements et d'écoles au sein du campus et, de ce fait, qu'elle vise à faire face à la diminution de crédits publics, politique clairement présentée dans un autre rapport intitulé "Professional Schools Restructuring Initiative" (PSI).

Dans le cadre de cet institut, il n'est pas question de former uniquement des étudiants aux outils de la gestion publique mais d'établir un lien entre la recherche et l'action sur le terrain. L'étude de toute politique publique exige une réflexion s'inscrivant aussi bien dans une perspective de recherche théorique qu'appliquée. Il faut décrire, analyser et expliquer les conséquences des politiques publiques ainsi que les comportements et processus administratifs, tout en étant en mesure de

²¹. Les deux citations sont extraites du rapport du chancelier, A Framework for planning: The Chancellor's perspective. Septembre 1993, p.16

comprendre la nature et la dimension du problème sur le terrain et d'interpréter toutes les données relatives à son sujet.

Le rapport du comité en faveur de la création de l'"Institut de politique publique et de recherche en sciences sociales" qui date de février 1994, dédie une large section aux mutations urbaines et à la restructuration économique (en liaison avec l'économie mondiale) en cours et explique la nécessité de remédier aux problèmes en créant des politiques dans le secteur du logement, des transports, et de l'environnement. Mais pour faire face à cette crise urbaine il faut également aborder ces questions urbaines en relation avec la santé, le travail et l'immigration par exemple. L'objectif de l'école est donc de proposer de sérieuses alternatives aux politiques actuelles²²:

"Through the use of their expert knowledge and their evaluation of policy outcomes, basic and applied researchers from the proposed School can engage the policy process to inform new policy options across a wide range of societal issues and policy problems"

"Au travers de l'usage de leur connaissance d'expert et des résultats de l'évaluation de politiques, les chercheurs de cette Ecole, qu'ils soient engagés dans la recherche fondamentale ou la recherche appliquée, doivent être en mesure de suggérer de nouvelles options pour l'ensemble des problèmes sociaux"

La recherche comme l'enseignement sur la ville et la planification urbaine oscille désormais entre les départements (1) d'"urban planning" et de "public policy". Dans les deux cas, on y revendique le caractère interdisciplinaire de la démarche qui se doit, en outre, de poser clairement la problématique du rapport entre d'une part la recherche et d'autre part l'action sur le terrain. La disparition du terme "ville" -même si la majorité des programmes sociaux concerne essentiellement la société urbaine- s'explique peut-être en raison de la progressive prise de conscience de l'avènement d'une société suburbaine, comme le confirment les résultats du recensement de 1990.

²². Public Policy Committee Report Février 1994, page 14.

1.3 - SOCIETE URBAINE VS SOCIETE SUBURBAINE: SOCIETE DUALE?

Le dernier recensement a indiqué que la majorité de la population américaine était suburbaine alors qu'en 1970 seule la majorité de la population vivant dans les aires urbaines était suburbaine. Comment les chercheurs américains abordent-ils la problématique de la dichotomie spatiale ville-banlieues? Comment envisagent-ils le futur d'une société a priori duale? Quels sont les termes du nouveau contrat social?

13.1- DE LA FRAGMENTATION TERRITORIALE ET SOCIALE

L'émergence et le développement des banlieues américaines remontent au XIXème siècle qui, face à l'industrialisation, l'urbanisation et l'immigration, a érigé la maison entourée d'un jardin à proximité de la nature comme "cadre de vie idéal" alors que les fonctions économiques et d'accueil des populations immigrées étaient reléguées aux villes²³. Les géographes qui à la suite de James Vance, Brian Berry et Peter Muller, ont travaillé sur les banlieues, ont mis en évidence le fait que ces dernières n'étaient plus uniquement résidentielles. Elles avaient, en effet, accueilli, à partir de la fin de la décennie 1960, des emplois. L'Urban Affairs Annual Review de 1973 qui présente les premiers résultats de cette investigation sur l'évolution des banlieues, s'intitulait, à juste titre, "l'urbanisation de la banlieue". D'autres ont préféré les vocables d'"Edge City", "Technourbs" ou encore "Suburban corridor" pour bien signifier la présence d'emplois, notamment dans le secteur de la haute technologie sur un territoire autrefois résidentiel, comme le démontre le numéro de 1994 consacré par l'"American Quarterly" sur ce thème.

Peu de chercheurs ont expliqué aussi clairement la nature

²³. pour plus de détails et de références sur la valorisation de la banlieue dans la culture américaine cf. C.Ghorra-Gobin, Les Etats-Unis: Espace, société, ville et environnement. Paris: Nathan, 1993.

des transformations en cours de la banlieue que l'historien Robert Fishman et le sociologue Joel Garreau. Dans Bourgeois Utopia: the rise and fall of suburbs publié en 1987, Fishman a déclaré que le siècle de la banlieue s'achevait et qu'il fallait trouver un autre terme pour qualifier ce nouveau territoire qui intègre désormais quartiers résidentiels et emplois. Quelques années plus tard, Garreau qui a observé les développements récents des banlieues, leur confère désormais le label d'"Edge Cities", titre qu'il a d'ailleurs donné à son livre. Ces deux auteurs font état de la différence entre les territoires de la banlieue où vivent des populations en majorité blanches et bien intégrées aux réseaux socio-économiques alors que dans les villes vivent les immigrants récents et les populations noires.

Mais cette distance sociale entre la ville et la banlieue avait déjà interpellé quelques chercheurs à la fin des années 1960. Le rapport de la commission sur les émeutes urbaines ("National Commission on Civil Disorders") publié en 1968, s'était largement exprimé sur les dangers que représentait la dichotomie spatiale, c'est à dire la ville et les banlieues:²⁴

"The nation is rapidly moving toward two increasingly separate Americas. Within two decades, this division could be so deep that it would be almost impossible to unite: a white society principally located in suburbs and a Negro society largely concentrated within large cities. The Negro society will be permanently relegated to its current status, possibly even if we expend great amounts of money and effort in trying to "gild" the ghetto. In the long run, continuation and expansion of such a permanent division threaten us with two perils. The first is the danger of sustained violence in our cities...The second is the danger of a conclusive repudation of the traditional American ideals of individual dignity, freedom, and equality of opportunity"

"La nation tend vers l'instauration de deux Amériques. En moins de deux décennies, cette division pourrait être si profonde qu'il serait quasi-impossible d'assurer une quelconque unité: une société blanche principalement localisée dans les banlieues et une société noire concentrée dans les grandes villes. La société noire serait reléguée en permanence à son statut actuel, même si on dépense de grandes sommes d'argent et beaucoup d'énergie

²⁴. Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders (Kerner commission), p. 225-226.

pour doré les ghettos. A long terme, le maintien et l'expansion d'une telle division nous menace et peut prendre la forme de deux périls suivants. Le premier est le danger de violence soutenue dans les villes... Le second c'est le danger d'un renoncement définitif aux idéaux de la tradition américaine, la dignité individuelle, la liberté et l'égalité des chances."

Aussi, dans un ouvrage de 1973 Opening up the Suburbs²⁵, Anthony Downs avait vivement plaidé en faveur d'une politique qui ne se limiterait pas uniquement aux centres-villes mais concernerait également les banlieues: "No strategies for improving crisis ghetto conditions will work in the long run without opening up the suburbs" (aucune stratégie pour améliorer les conditions de crise du ghetto ne serait valable à long terme si on n'ouvre pas les banlieues". Dans le chapitre 12 de son livre, il propose d'"ouvrir" les banlieues à l'aide d'une stratégie d'"intégration économique diffuse" ("dispersed economic integration), c'est à dire par la progressive implantation de logements sociaux dans les banlieues. Ces propositions n'ont pas été suivies. En revanche, une fraction de la population noire habitant autrefois dans les centres-villes a accédé à la banlieue, un processus a priori positif qui, avec les délocalisations industrielles, a par ailleurs conduit à aggraver les conditions de vie dans les ghettos²⁶. D'où le terme d'"underclass" pour bien signifier cette accentuation de la relégation spatiale.

Face au constat de la ségrégation économique, des chercheurs dont Saskia Sassen²⁷ qui a travaillé sur New York, ont essayé de réhabiliter la place de la ville dans l'économie en faisant

²⁵. A. Downs, Opening up the Suburbs: An Urban Strategy for America. Yale university press, 1973.

²⁶. Sur la question de "black flight" et la détérioration des ghettos cf. C. Ghorra-Gobin, "Los Angeles 1992: la première émeute multi-ethnique des Etats-Unis", Hérodote #65-66, 1992, pp.326-337.

²⁷. Saskia Sassen, Global Cities: New York, Tokyo and London. Princeton, N.J.: Princeton university press, 1991; Alex Schwartz "Subservient Suburbia: The Reliance of Large Suburban Companies on Central City Firms for Financial and Professional Services", The Journal of American Planning Association, vol.59 #3, février 1993, pp.288-305.

référence aux emplois à forte valeur ajoutée dans le secteur de la haute finance par exemple. Ces emplois de haute qualification côtoient d'autres n'exigeant aucune qualification et détenus par une population immigrée. Mais New York, c'est New York et toutes les métropoles américaines ne possèdent pas l'équivalent de Wall Street qui fait d'ailleurs toute la différence entre New York et la deuxième métropole américaine qu'est Los Angeles.

Aux Etats-Unis, le territoire suburbain semble bien se dessiner comme le futur de la civilité américaine. Que devient alors la ville? N'est-elle plus qu'un espace résiduel, au même titre que l'espace rural c'est à dire en voie de disparition? Quel est le point de vue des chercheurs?

Robert Fishmann part du principe que la ville représente la mémoire de la civilité américaine avec ses espaces publics, ses transports publics etc. et de ce fait il pense qu'elle doit faire l'objet d'une stratégie urbaine à l'initiative du secteur public. Il suggère à la ville de se transformer en prenant pour modèle la banlieue. Ce point de vue est conforté par de récents travaux qui ont souligné le début d'une "revitalisation" de certains quartiers du centre-ville, sous l'impulsion de populations immigrées.

Des chercheurs ne travaillant pas vraiment sur la ville ont dénoncé la tension entre les deux territoires que sont la ville et les banlieues. L'économiste Robert Reich en parle dans son analyse sur l'économie mondialisée: "si la tendance actuelle se poursuit jusqu'en 2020, le cinquième supérieur de l'économie américaine récoltera plus de 60% des revenus des Américains et le cinquième inférieur moins de 2%". Ce décalage constaté entre deux catégories de population l'amènent à se demander où vivront ceux qui s'en sortent bien pour se protéger du reste de la population. Mais si Reich dénonce la société duale, il ne propose pas de stratégie.

Cette problématique du rapport de la ville aux banlieues est apparue de manière récurrente dans des quotidiens et des revues notamment dans la revue The Atlantic Monthly qui en juillet 1992,

proclamait l'avènement du siècle de la banlieue: "The suburban century begins". En partant des résultats du recensement, c'est à dire le fait que 14 Etats ont une majorité de population suburbaine, y compris les dix Etats les plus peuplés comme la Californie, la Pennsylvanie, l'Ohio, le Michigan, la Floride et le New Jersey, l'article estime qu'un véritable défi est posé à la société américaine.

Sur la scène politique des "urban activists", généralement les élus des grandes villes, remettent en cause le désengagement de l'Etat fédéral vis à vis de la ville. En 1990 lors de leur rencontre, les maires des grandes métropoles américaines étaient d'accord pour dire qu'il était difficile de défendre la ville sur le plan politique dans la mesure où le mythe de la banlieue si profondément ancré dans la culture américaine l'avait emporté depuis plus d'un siècle. Mais nombreux étaient ceux qui estimaient que la ville devait absolument être sauvée du déclin en raison de la menace que celui-ci représente pour la nation: "If we don not save our cities, we shall not save this nation". D'autres ont alors avancé l'idée qu'il fallait trouver le moyen de se raccrocher aux banlieues: "if we cannot beat the suburbs we should join them".

Ce débat a alors engendré le début d'un plaidoyer en faveur d'un redécoupage territorial qui favoriserait l'émergence de la "région urbaine" ou encore "citistates". Pour les auteurs de quatre récents ouvrages c'est à dire Robert A. Beauregard, Henry G.Cisneros, Neal R.Peirce et David Rusk, il faut trouver un nouveau concept de ville qui transcenderait cette dichotomie spatiale entre ville et banlieues. Mais c'est certainement le dernier ouvrage d'Anthony Downs intitulé A Vision for a Metropolitan America paru en 1994 qui d'une part synthétise le mieux l'évolution de la métropole américaine et d'autre part défend bien l'idée d'une instance régionale, à l'initiative de l'Etat fédéral et susceptible de fédérer la ville et les banlieues. Downs, un éminent chercheur de la "Brookings Institution" de Washington continue de penser que l'avenir des banlieues est menacée si elles ne prennent pas en considération la ville.

La première partie de son ouvrage se veut une analyse des problèmes que posent les banlieues. Leurs habitants sont en train de se rendre compte qu'à la suite du taux de croissance continu et de l'usage de la voiture comme mode de déplacement par exemple, la pollution de l'air, qui en découle, porte sérieusement atteinte à la qualité du cadre de vie. Les municipalités suburbaines se trouvent alors dans l'obligation d'adopter des politiques d'aménagement de type "growth management" (parfois à la suite d'une mobilisation de type NIMBY²⁸), ce qui a pour effet de limiter le nombre de permis de construire par exemple. Il en résulte presque automatiquement une hausse des valeurs foncières et immobilières. Or d'après Downs, cette politique ne peut que conduire à renforcer la concentration des pauvres dans leurs quartiers. Puis après avoir passé en revue les problèmes suburbains, en se fondant sur des données quantitatives et en se référant aux travaux d'autres sociologues, Downs plaide en faveur d'un autre regard des banlieusards sur la ville. Il exige de leur part un effort de solidarité dans le cadre d'une structure régionale. Il suggère par exemple une densification des banlieues en vue de diminuer l'intensité des problèmes de circulation tout en intégrant les nouveaux quartiers et la ville dans un système de transports en commun.

Les sociologues qui se sont penchés sur la question de la pauvreté et notamment de l'"underclass"²⁹ dans les quartiers centraux, revendiquent un nouvel engagement de l'Etat fédéral pour lutter contre cette ségrégation entre la ville et ses banlieues. Les chercheurs William Wilson et John Kasarda ont

²⁸. Pour plus de détails sur ce phénomène cf. "Le syndrome NIMBY", 2001 plus, Centre de Prospective et de Veille Scientifique, juillet 1993.

²⁹. Le terme "underclass" a été créé par le sociologue de l'université de Chicago, William Julius Wilson, pour faire la différence avec la "lower class". Dans les années 1960, dans les ghettos noirs vivaient des pauvres et des familles de classe moyenne mais depuis que cette dernière est partie pour la banlieue, seuls les pauvres résident en ville. Le terme "underclass" a pour effet de souligner la mise à l'écart des populations pauvres. cf. W.J.W., The Truly Disadvantaged: The Inner city, the Underclass and Public Policy. Chicago, Ill.: Chicago university press, 1987.

démontré que la situation d'une partie de la population noire s'était aggravée au cours des deux dernières décennies, en raison de la désindustrialisation qui ont touché les villes alors que des emplois qualifiés et non qualifiés étaient créés en banlieue. Kasarda³⁰ propose à l'Etat d'aider tous ceux qui trouvent un emploi en banlieue à résider en banlieue et il suggère la construction de logements sociaux en banlieue. Pour lui, l'action des pouvoirs publics devrait servir de contrepoids à la théorie du "spatial mismatch".

On doit cependant noter que si Douglas Massey, Nancy Denton³¹, John Kasarda et d'autres estiment que la pauvreté actuelle résulte de la ségrégation spatiale dans laquelle sont enfermées les populations du centre-ville ne pouvant participer à la création d'emplois en milieu suburbain, les conservateurs comme Thomas Sowell ou encore Charles Murray³², insistent sur les effets pervers des politiques sociales qui n'ont pas incité les pauvres à élever leur niveau d'éducation et à travailler.

13.2 - LES POINTS DE VUE DES ECONOMISTES, DES "COMMUNAUTARISTES" ET DES "MULTICULTURALISTES"

Des chercheurs travaillant soit sur les problèmes des centres-villes soit sur ceux des banlieues, se montrent très préoccupés par le constat d'une société fragmentée. Ils revendiquent alors de nouvelles politiques susceptibles d'englober les deux territoires -aujourd'hui distincts- dans une nouvelle entité à définir. Mais d'autres chercheurs a priori peu intéressés par

³⁰. J.D. Kasarda, "Urban Industrial Transition and the Underclass", Annals #501, janvier 1989, pp.26-47.

³¹. D.Massey et N.Denton, American Apartheid: Segregation and the Making of the urban underclass. Cambridge: Harvard university press, 1993. Une synthèse de leurs principales idées sont présentées dans le cadre d'un article "Regards sur l'apartheid américain", Le Monde Diplomatique, Février 1995, p.3.

³². Dans un récent ouvrage Murray va même plus loin et explique la pauvreté des Noirs en raison de déficiences d'ordre génétique, Ch.Murray et R.Hernstein, The Bell Curve. New York: Free press, 1994.

la problématique de la fragmentation spatiale et sociale, sont en train d'élaborer des stratégies pour pallier à la menace de la société duale.

La proposition la plus intéressante émane de Lawrence Mead³³, professeur à la "Kennedy School" de Harvard qui essaie de dépasser les antagonismes entre libéraux et conservateurs, en proposant de redéfinir l'Etat et son rôle. L'Etat a la responsabilité de la pauvreté mais il lui revient surtout d'aider les pauvres à pénétrer les réseaux économiques et à maîtriser les désordres qu'ils suscitent. Mead ne dissocie plus violence, pauvreté et intégration économique. Dans la mesure où la pauvreté a changé de nature par rapport à ce qu'elle était dans les années 1960, la mission de l'Etat doit aussi évoluer et changer. Il propose alors de passer de la notion de "Welfare State" à celle de "Workfare State". L'Etat a des devoirs mais les pauvres devraient également en avoir. Il faut aussi apprendre aux exclus à respecter les règles de la vie en société et Mead plaide en faveur d'une exigence de citoyenneté dans les relations réciproques entre Etat et "underclass". Mead prône ainsi de redéfinir le contrat social.

Un éminent économiste encore enseignant à Harvard, Michael Porter, qui a priori ne s'intéresse pas particulièrement à la ville, est à l'heure actuelle en train de définir les fondements d'une politique visant à intégrer la ville dans les processus économiques. Directeur des études stratégiques, Porter est connu d'un large public national et international pour son dernier ouvrage, L'avantage concurrentiel des nations³⁴ dans lequel il explique son paradigme de la concurrence internationale. Traditionnellement la concurrence était pensée comme une affaire nationale: ce qui comptait c'était les ventes domestiques; les exportations n'étaient qu'un plus.

³³. L.Mead, Beyond Entitlement: The social obligations of citizenship. Basic Books, 1986 et The New Politics of Poverty. Basic Books, 1992.

³⁴. M.Porter, L'avantage concurrentiel des nations. Paris: Interéditions, 1993 (1990 pour l'ouvrage américain).

A l'heure actuelle, d'après Porter, l'avantage concurrentiel relève de l'aptitude sans cesse renouvelée à proposer des innovations et améliorations reconnues sur le plan international. Ce n'est plus le type d'activités économiques qu'un pays possède qui détermine sa prospérité, mais la façon dont ce pays se bat dans chacune de ces activités. Aussi, selon Porter, même s'il faut penser exclusivement en termes de concurrence mondiale, les sources de l'avantage concurrentiel se trouvent d'abord au niveau local. Des facteurs universels comme les capitaux, les matières premières et même le savoir sont extrêmement mobiles, et les entreprises peuvent avoir recours à une main d'oeuvre bon marché n'importe où. Ce qui n'est pas mobile, en revanche, c'est la concentration dans une région de savoir-faire, de technologies appliquées, de firmes, de fournisseurs et d'institutions hautement spécialisées et interconnectées, représentant une masse critique suffisante pour pousser à l'innovation et à la réussite.

Lors d'un précédent séjour à UCLA (printemps 1994) il nous a été rapporté que Michael Porter menait une étude visant à définir les potentialités des villes américaines (par rapport aux territoires suburbains) dans l'économie mondiale. Après avoir reconnu que le manque d'emplois et d'investissements étaient à l'origine de la pauvreté mais également du trafic de drogue et de la violence, Porter fait également le constat de l'échec de toutes les tentatives politiques visant à contrecarrer cette tendance. Pour lui les politiques fédérales ont échoué parce qu'elles étaient toujours exclusivement inscrites au sein d'une stratégie de simple redistribution sociale en faveur des pauvres alors qu'elles devaient plutôt être construites dans une perspective visant à faire de la ville un noyau de l'économie régionale et nationale. Pour Porter il revient aux pouvoirs publics et aux associations de faciliter des initiatives économiques afin de ne plus laisser la ville à l'abandon mais il appartient aux chercheurs d'abord de redéfinir avec précision ce que doit être cette nouvelle stratégie par rapport à la ville.

Le gouvernement fédéral dépense en moyenne 210 milliards de dollars à travers divers programmes sociaux en faveur des pauvres, mais seuls 7 milliards (soit 3,3%) sont consacrés au

développement économique sous la forme de stages de formation. Cette politique présente pour Porter l'inconvénient de reposer sur une hypothèse fautive dans la mesure où on estimait qu'une fois les besoins sociaux seraient satisfaits, le développement économique devrait suivre. Entre 1970 et 1990, la population vivant dans des îlots de pauvreté -c'est à dire des quartiers où plus de 40% de la population est pauvre-, est passé de 2,5 millions à 5,5 millions et les familles monoparentales représentent désormais 62% des ménages contre 45% en 1970. 53% des habitants des centres-villes n'ont pas terminé leurs études scolaires et le nombre de ménages recevant des aides publiques est passé de 28% à 33% en 1990³⁵.

Pour Porter, les problèmes sociaux des habitants des villes ne cesseront de s'amplifier, en dépit de l'aide de l'Etat fédéral, si ce dernier ne leur donne pas les moyens de créer les conditions susceptibles d'être à l'origine de la création des emplois. Plutôt que de se focaliser sur ce concept de "zone franche" c'est à dire de territoire qui attirerait les entreprises sur la base d'avantages fiscaux, Porter propose plutôt de concevoir une politique qui se fonderait sur les avantages des quartiers du centre-ville ainsi que sur les spécificités de sa population.

Les habitants des centres-villes habitent à proximité du CBD ("central business district"), c'est à dire de sièges sociaux et d'infrastructures de transports. Outre cette situation avantageuse, le second avantage du centre-ville réside dans la demande potentielle qu'il représente sur le plan du marché. Dans une étude qu'il a menée sur Boston, Porter a estimé que les familles qui y vivaient, avaient un revenu de l'ordre de 3,4 milliards. Ces revenus sont certes inférieurs de 21% de ceux de l'agglomération mais le pouvoir d'achat par acre est 5,6% supérieur au reste de Boston, compte tenu de la trame urbaine. Or cette démarche potentielle n'est pas prise en compte par les entreprises

³⁵. Ces chiffres proviennent de C.Jencks et P.Peterson editors, The Urban Underclass. Washington D.C. : The Brookings Institution, 1991.

actuelles, ce qui fait que nombreux sont les habitants des centres-villes qui doivent se rendre en banlieue pour y faire des achats. Les entreprises qui s'installeraient dans le quartier devraient, en outre, être en mesure de proposer des produits spécifiques à cette clientèle potentielle composée de groupes ethniques.

Une troisième avantage des centres-villes provient de leur proximité aux marchés régionaux. A Los Angeles par exemple, South Central, le quartier où ont éclaté les émeutes du printemps 1992, n'est pas très éloigné de l'industrie des loisirs ("entertainment cluster") et d'un vaste marché en gros. Or ces "local clusters" ont besoin de services et de composants. Les entreprises qui s'installeraient dans le centre ville devraient d'abord chercher à créer des relations étroites avec ces noyaux existants. Les centres-villes présentent aussi une main d'oeuvre bien spécifique que l'on ne retrouve pas ailleurs, comme le démontre l'exemple de la société "Doll company" fabriquant des poupées qui s'est installée à Harlem (New York) et emploie 600 résidents. L'essentielle de la main d'oeuvre est d'origine carabéenne et a déjà travaillé dans le secteur du prêt à porter. Porter estime en outre qu'un nombre croissant de jeunes immigrés ayant étudié dans les meilleures universités du pays résident au centre-ville et qu'il faudrait les aider à y créer leur propre entreprise.

En faisant le parallèle avec les recherches qu'il a menées sur une multiplicité de pays pour définir les fondements de la concurrence, Porter affirme que la prospérité d'un pays, d'une région ou encore d'une ville réside essentiellement dans ce qu'il appelle son "caractère unique" qu'il s'agit de définir. La meilleure méthode pour renverser les tendances actuelles des centres-villes américains qui sont plus ou moins à l'abandon, serait de construire une stratégie de développement économique à partir des quatre points-forts énumérés précédemment. Il faut, en outre, éliminer tous les avantages qui sont a priori négatifs comme la fragmentation des terrains vacants ce qui suppose de trouver les moyens de les rassembler tout en facilitant l'obtention de permis de construire, et de faire en sorte que les prix

de l'eau, de l'électricité soient équivalents à ceux de la banlieue et non pas plus élevés comme ils le sont aujourd'hui. Dans les quartiers centraux, la police devrait pratiquer l'ilôtage et des entreprises privées devraient, en outre, avoir la surveillance des bâtiments. La question des transports et du stationnement doit être entièrement réétudiée. Quant aux stages professionnels, ils doivent être conçus en fonction de la demande des secteurs économiques déjà implantés dans le centre, une stratégie qui exige également de revoir entièrement les critères d'attribution de prêts aux entreprises qui démarrent.

A la gauche traditionnelle qui estime que l'on peut combattre la détérioration des centres-villes et la pauvreté de la population par la simple réhabilitation de l'Etat et la reconquête de l'égalité par l'action de l'école, de la justice etc. s'oppose une "deuxième" vision qui insiste sur la nécessité de redonner aux individus la maîtrise de leur potentiel plutôt que de se concentrer sur leur prise en charge par de grandes institutions.

Après le sociologue Mead et l'économiste Porter, citons le nom des philosophes qui se préoccupent de l'avenir de la société américaine et qui se proposent de recomposer son cadre théorique. La synthèse "communautariste" d'Amitai Etzioni, qui se veut un mélange d'"utopie kibboutzique", de "communautarisme allemand" hérité de l'Ecole de Franfort et d'"innovation libertaire californienne", se propose de régénérer le tissu social. Etzioni enseigne à l'université George Washington, plaide dans son dernier ouvrage de 1993, Community Spirit, pour la redécouverte de la responsabilité individuelle et la solidarité. Il faut, d'après lui, accorder aux individus et aux familles ainsi qu'aux "communautés de vie" leur plein rôle dans la cité. Rappelons que le terme "communauté" est très employé aux Etats-Unis et qu'il signifie aussi bien la famille, l'association, le quartier, le syndicat etc.

Les "communautaristes" se font les avocats des petites unités sociales: ils vont à l'encontre de l'institutionnalisation des relations humaines et cherchent à donner à la famille et à

l'individu plus de responsabilités. Ils se distinguent de la gauche traditionnelle mais s'opposent aux libéraux, dans la mesure où ils partagent l'idée que l'intérêt personnel de l'individu peut être une valeur fondatrice de la société.

Pour les "communautaristes", recréer des relations humaines à l'échelon du voisinage devient un élément déterminant d'une politique visant la prévention criminelle par exemple. Il ne s'agit donc plus d'opter soit pour l'Etat-Providence soit pour le marché, mais de redécouvrir et créer un système social dans lequel chaque individu a sa place, en toute dignité et en toute confiance. Le message d'Etzioni se veut en fait une renaissance de l'idéal communautaire qui a animé la nation américaine au cours de son histoire et qui a permis à la société de traverser toutes les difficultés inhérentes à la construction d'une nation et à son rayonnement international. Il n'est donc pas question d'enfermer l'individu dans sa communauté mais d'améliorer la qualité des relations humaines entre individus. Les principes du "communautarisme" sont vivement critiqués par la gauche traditionnelle, notamment Anthony Giddens³⁶ (professeur de sociologie à Cambridge), qui reproche à Etzioni de ne pas remettre en cause le marché comme source principale de la disparition du lien social.

A partir de ce courant "communautariste" on est en mesure de mieux comprendre l'idéologie multiculturaliste qui se propose également de contribuer à recréer le lien social et à dépasser les antagonismes d'une société duale. Ce courant multiculturaliste a reçu un écho favorable au sein de l'enseignement de l'histoire et de la littérature avec pour objectif d'accorder une place plus importante aux minorités ethniques et à leurs fondements culturels. Il n'est pas question ici de reprendre l'ensemble du discours mais de présenter leurs principaux arguments à partir des écrits de Charles Taylor, professeur de sciences politiques et de philosophie politique à l'université McGill à Montréal.

³⁶. cf. Ce débat entre chercheurs est retransmis par les médias "Communitarianism", The Economist 18 Mars 1995, p.43.

Taylor se rapproche des communautaristes Etzioni et Walzer et pense à la suite de Tocqueville que toute société a besoin de corps intermédiaires, ce qui les oppose aux libéraux qui ne se préoccupent ni de la cohésion sociale ni de corps intermédiaires et qui à l'image de John Rawls défendent uniquement la liberté de l'individu et la justice dans la répartition des richesses. Pour Taylor et les multiculturalistes, nos sociétés modernes sont de moins en moins homogènes et se situent désormais dans un "monde d'identité en flux" où de ce fait la reconnaissance devient un enjeu de premier ordre. Cela implique la redéfinition du noyau central de la vie politique, de la conception des droits de l'homme, de la laïcité afin d'éviter l'"intégrisme libéral".

Tout pays démocratique a besoin d'une certaine laïcité, d'une certaine neutralité vis à vis des diverses confessions, mais les formules de cette neutralité sont multiples et elles peuvent donc être renégociées. L'exigence de reconnaissance devient pour les multiculturalistes un principe d'égalité universelle et la "politique de la différence" dénonce toute discrimination ainsi que toute citoyenneté de seconde classe. Taylor part du principe qu'il existe une "multiplicité de cultures" et que nous devons apprendre à vivre de plus en plus ensemble à la fois à l'échelle mondiale et dans le mélange de nos sociétés individuelles. Ses propos rejoignent en fait les inquiétudes d'un autre intellectuel Samuel Huntington, (professeur à Harvard) qui dans un célèbre article de la revue Foreign Affairs a démontré qu'avec la fin de la guerre froide, l'affrontement des Etats se feraient sur la base de divergences culturelles³⁷.

Pour Taylor³⁸, la démocratie qui doit garantir les droits et

³⁷. S.P.Huntington, "Le choc des civilisations?", Commentaire #66, Été 1994, pp 238-269, "The clash of civilization?" Foreign Affairs, vol.72, #3, pp.22-49.

³⁸. Les deux principaux ouvrages de Charles Taylor traduits en français sont: Le malaise de la modernité. Paris: Cerf, 1994 et Multiculturalisme: Différence et démocratie. Paris: Aubier, 1994 (Multiculturalism and the Politics of recognition. 1992

le bien-être de ses citoyens ne doit pas se limiter à privilégier la culture qui la fonde mais elle doit également s'accomoder de toutes. L'avenir de la démocratie en dépend. Le discours "politiquement correct" ou encore "rectitude politique" se révèle la manifestation la plus négative de ce courant multiculturaliste puisqu'il considère l'histoire comme une longue suite d'injustices envers les femmes, les Noirs, les homosexuels etc. qu'il s'agit de rectifier. Le monde de la "rectitude politique" se limite presque exclusivement au symbolique.

Le multiculturalisme s'inspire de l'idéologie du pluralisme³⁹ une idée-force de la culture américaine du XXème siècle qui lui aussi se veut une idéologie de la différence. Il s'en détache également dans la mesure où il fait éclater les notions de centre et de périphérie. L'idéologie pluraliste a été formulée dans les milieux intellectuels anglo-saxons autour de William James et de sa philosophie pragmatiste parce que "le monde est par définition pluralité". John Dewey qui fut le premier à codifier le pluralisme dans un dictionnaire de philosophie publié en 1901 note que la "réalité consiste en une pluralité ou une multiplicité d'êtres distincts". L'oeuvre de James et de Dewey reflète cette lente mais irréductible prise de conscience de la diversité de la nation américaine ainsi que leur volonté d'apprendre aux individus à s'enrichir de cette diversité. Horace Kallen, un élève de James, fut le premier à définir le "pluralisme culturel" qui fut un courant minoritaire dans la première moitié du XXème siècle mais qui a triomphé au détriment de l'idéologie assimilatrice et de sa notion de "melting-pot", un terme inventé par le juif anglais Théodore Zangwill dans une pièce jouée à Broadway en 1908.

La fin de l'idéologie du "melting-pot" se lit dans le célèbre ouvrage de Patrick Moynihan et Nathan Glazer, Beyond the Melting-Pot (1963), qui avance l'idée que les caractéristiques

Princeton university press).

³⁹. Sur la question du pluralisme, cf. O.Zunz, "Genèse du pluralisme américain", Annales ESC, mars-avril 1987, #2, pp.429-444.

ethniques sont plus résistantes que les théories assimilatrices. La progressive disparition de l'idéologie assimilatrice laisse alors le champ libre à celle du pluralisme que l'on peut observer dans l'élaboration des programmes sociaux de la Great Society. On a assisté à une fusion entre les pluralismes politique et culturel⁴⁰.

Les chercheurs américains sont préoccupés par l'avènement de la société duale et nombreux sont ceux qui à l'image de ceux qui ont été énumérés ici proposent des moyens en vue de dépasser ce statut. Les économistes, comme Downs et Porter, cherchent les conditions de la création d'une entité spatiale susceptible de relier la ville et ses banlieues ainsi que les moyens d'une politique agressive en vue d'intégrer la ville dans les réseaux économiques régionaux, nationaux et mondiaux. Les sociologues proposent de passer de la notion d'Etat-Providence à celle de "Workfare State" et intègrent la notion de citoyenneté dans tout rapport entre l'Etat et les individus. Les philosophes veulent recréer le principe de l'individu, de la famille et de la communauté au sein de la société et revendiquent la "politique de la reconnaissance" comme un élément fondamental de toute société démocratique.

Ce recentrage s'accompagne aussi d'une prise en compte des retombées de l'essor économique sur l'environnement.

⁴⁰. L.Fuchs, The American Kaleidoscope: Race, Ethnicity and the Civic Culture. Middletown, 1990.

1.4 - DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES POLITIQUES URBAINES

Le mouvement écologique n'est pas un phénomène récent aux Etats-Unis mais plonge ses racines dans le XIXème siècle, c'est à dire au moment où la nation poursuit sa conquête de l'ouest et s'approprie de nouveaux territoires jusqu'ici peu modifiés par l'être humain -dans la mesure où les premiers habitants, les Indiens, vivaient en symbiose avec la nature-.

Sans pour autant analyser en détail la genèse de la pensée écologique américaine, qui a donné naissance à certaines formes de mobilisation politique au XIXème, on ne peut passer sous silence l'influence du Transcendantalisme, de Ralph Waldo Emerson et d'Henry David Thoreau. Pour les transcendentalistes, la nature possède certes une valeur esthétique et une valeur économique (réserve de matières premières), mais elle participe également de la vie spirituelle de l'individu. Ces philosophes ont réussi à faire de l'environnement naturel un des fondements de l'identité américaine, comme le démontre Nash⁴¹. La mobilisation des artistes comme George Catlin, John Muir et d'autres en faveur de la création de "parcs naturels" sous la responsabilité de l'Etat fédéral, résulte de ce nouveau regard porté à l'environnement ainsi que cette perception de l'environnement naturel comme patrimoine historique qu'il faut préserver.

L'action politique en faveur de la prise en compte de l'environnement dans les décisions de planification territoriale ou urbaine n'est pas vraiment élaborée au sein des partis politiques mais est façonnée par le mouvement associatif, comme le "Sierra Club" (créé au XIXème siècle par John Muir) et plus récemment au travers de groupes de pression, comme l'"Environmental Defense Fund". La décennie 1960 fut une très riche décennie sur le plan des revendications civiques, sociales mais aussi

⁴¹ R. Nash, Wilderness and the American Mind. Yale university press, 1967. Cet ouvrage déjà ancien continue cependant d'être la référence principale pour comprendre le lien entre les revendications écologiques, le transcendentalisme et l'identité américaine.

environnementales. Cette mobilisation des citoyens pour la cause de l'environnement fut à l'origine d'un arsenal juridique en faveur de la prise en compte explicite de l'environnement dans toute décision d'aménagement, la NEPA (National Environmental Protection Agency) qui fut d'ailleurs à l'origine de la création de l'"Environmental Protection Agency" (EPA). Mais la mobilisation des écologistes ne s'arrêta pas avec la proclamation de lois, comme celle en faveur de la qualité de l'air, de la qualité de l'eau ou encore de la protection des espèces en voie de disparition. Il leur fallait aussi intervenir dans les processus de décision, en vue de faire respecter les textes juridiques. Les associations comme les militants ont alors fait l'apprentissage de l'action juridique auprès d'une nouvelle génération d'avocats spécialisés de la question.

Mais si les deux décennies 60 et 70 furent plutôt favorables à la protection de l'environnement, celle de l'administration Reagan dont l'idéologie était plutôt hostile à toute forme d'intervention des pouvoirs publics dans la vie économique, incita les associations les plus importantes à s'associer pour constituer le "Group of Ten" pour mieux coordonner leurs efforts de lobbying. Ce groupe des dix a bien fonctionné pour non seulement s'opposer aux décisions de l'administration mais pour faire également en sorte que la loi sur la qualité de l'air soit amendé et qu'elle comporte un volet spécifique à l'intention des déplacements urbains notamment.

Le "Clean Air Act" CAA fut voté par le Congrès en 1990. Il correspond également à un nouvel état d'esprit dans la mobilisation écologique: on ne cherche pas vraiment à inventer de nouvelles normes environnementales mais de créer les conditions pour que ces normes soient susceptibles d'être respectées par l'administration, les promoteurs, les industriels et la société civile. Cette nouvelle attitude explique le regain d'attention porté par les chercheurs pour l'"internalisation des coûts externes" en vue de modifier le comportement des acteurs. Il n'est donc plus question d'aborder l'environnement de manière sectorielle mais d'intégrer, par exemple, les coûts de la pollution atmosphérique dans la planification urbaine. A la suite du

CAA, les Etats où le nombre de "miles parcourus par véhicule et par personne" augmente de plus de 10%, voient les fonds fédéraux diminuer de 10% au profit des Etats ayant fait un effort pour se rapprocher des normes établies pour la qualité de l'air.

14.1- LA VISION PROSPECTIVE DE LA QUALITE DE L'AIR et DES DEPLACEMENTS⁴²

L'intégration des préoccupations environnementales dans toute politique urbaine est bien étudiée par le Worldwatch Institute qui présente, en outre, l'avantage de réfléchir à l'échelle mondiale. Cet institut présidé par Lester Brown part d'une observation fine des comportements des individus vivant dans les pays riches, mais les recommandations s'adressent aussi bien aux pays développés qu'au Tiers Monde pour éviter d'infliger à ce dernier de faux modèles de développement.

L'Institut s'élève contre l'usage abusif de la voiture parce qu'elle est responsable du quart de l'effet de serre qui menace la stabilité de l'atmosphère mais aussi parce que les villes n'ont plus l'espace suffisant pour contenir un parc automobile croissant. Marcia D.Lowe, chercheur au Worldwatch Institute, plaide alors en faveur des transports en commun, de la marche à pied et surtout de la bicyclette, comme le démontrent les articles parus dans la revue bimestrielle du centre. A partir de 1970, la production de bicyclette a commencé d'être plus importante que celle des voitures: entre 1970 et 1990, la production annuelle de voitures a augmenté de 14 millions alors que celle

⁴². Ce chapitre n'aborde qu'un secteur de l'environnement à savoir la qualité de l'air en relation avec la ville en tant qu'entité spatiale. La question de l'environnement prise dans sa globalité est plus complexe cf. J.Theys, "Prospective de l'environnement: la nature est-elle gouvernable?" Espaces et Sociétés, #74-75, 1994, dans un numéro spécial dédié à la prospective. consulter également Futuribles #189, juillet-août 1994 sur Politiques énergétiques et développement durable, sous la direction de J.Theys.

des bicyclettes a augmenté de 60 millions⁴³.

Pour les chercheurs du "Worldwatch Institute", la voiture exige non seulement un consommateur riche mais aussi un Etat riche. D'après une étude menée par le "World Resources Institute" (WRI), l'Etat américain subventionnerait les déplacements en voiture à la hauteur d'un budget de 300 milliards de dollars, soit 1.000 dollars par automobiliste. Un tiers de ce coût est dû au temps perdu par les automobilistes (une sérieuse perte infligée à l'économie américaine) en raison des difficultés de la circulation. A ces coûts, il ajouter les dépenses pour entretenir le réseau autoroutier ainsi que les coûts sociaux liés aux accidents (49.000 morts en 1988 sur les routes) et les dégradations de l'environnement (l'air notamment).

Dans les multiples publications du centre, les analyses faites par différents chercheurs tentent à démontrer que la bicyclette par exemple pourrait remplacer progressivement la voiture comme mode de transport alternatif. La Chine à elle seule construit plus de bicyclettes que l'ensemble de la planète ne produit de voitures. Mais pour cet institut, le futur des déplacements ne relève pas uniquement de la bicyclette mais devrait être une nouvelle imbrication de l'usage de la voiture propre, de transports en commun et de bicyclettes.

Mais la critique de la voiture ou plus exactement celle visant l'automobiliste seul dans sa voiture ("solo driver") n'émane pas de chercheurs uniquement préoccupés par la qualité de l'air mais aussi par ceux qui se soucient de la qualité du cadre de vie urbaine. A plusieurs reprises, les travaux du Worldwatch Institute ont démontré que la voiture confisque de manière abusive l'espace urbain tout comme l'espace naturel ou agricole. La voiture a besoin d'espace pour circuler et les automobilistes (américains) ont en outre pris l'habitude de penser que où qu'ils se rendent, c'est à dire chez eux, au travail, ou encore dans les

⁴³. Ed Ayres, "Breaking Away", World Watch Magazine, janvier-février 1993, pp. 10-18 et M.D.Lowe, "Transportation Trends" Vital Signs: The Trends that are shaping our future. Worldwatch Institute, 1994.

centres commerciaux, une place de stationnement doit leur être réservée en permanence. Intégrer la stratégie des parkings dans l'analyse portant sur la consommation de l'espace a ainsi conduit les chercheurs australiens Pester W.G.Newman et Jeffrey R.Kenworthy, à répertorier l'espace concédé par chaque ville pour ses surfaces de parking⁴⁴.

Depuis la fin de la décennie 1980, à partir des nuisances enregistrées par l'usage de la voiture, le Worldwatch Institute prône d'une part la prise en compte des coûts externes de la voiture dans les prix et d'autre part une organisation de l'espace urbain différente. En effet si les automobilistes devaient payer l'usage de la voiture à son coût réel, ils emprunteraient sûrement la bicyclette ou les transports en commun. Les travaux du "Rocky Mountain Institute" (RMI) ont par ailleurs démontré que le prix de l'essence n'a cessé de baisser depuis le début du siècle. En dollars constants, il fallait payer 4 dollars pour parcourir 25 miles (38 km) en 1929, 3 dollars en 1949, 2 dollars en 1969 et un dollar en 1989. Aux Etats-Unis, on commence ainsi de penser que le règne de la voiture au cours de ce XXème siècle, a été rendue possible grâce aux subventions de l'Etat fédéral, notamment pour tout ce qui concerne la création du réseau autoroutier à la suite de la loi de 1956 ("Federal Highway Act").

Mais l'analyse critique de la voiture ne se limite pas à l'internalisation des coûts externes. Elle porte également sur la nécessité de penser différemment le développement futur des banlieues afin de les rendre plus compactes, ce qui à terme devraient permettre de faciliter l'usage de modes de transports alternatifs. Il est alors suggéré à la banlieue de s'inspirer de la densité urbaine.

La méthode des chercheurs qui travaillent sur la prospective urbaine consiste en fait à partir du principe que les choses ne peuvent continuer comme elles sont et que les modes de vie et de

⁴⁴. P.W.G.Newman et J.R.Kenworthy, Cities and Automobile Dependence: An International Sourcebook. Brookfield, Vermont: Gower Press, 1989.

consommation doivent désormais évoluer de manière à prendre en compte l'environnement naturel. A partir de cet objectif normatif, ils tentent de déceler les initiatives au niveau local qui peuvent à long terme modifier radicalement nos modes de transports et d'habiter. Aussi dans un document intitulé The Global Rail Revival de 1994, Marcia D. Lowe étudie les avantages du rail sur la voiture mais plaide également pour une réinvention de l'usage du rail dans nos villes: pour tout passager transporté sur un kilomètre, un train intercity utilise un tiers de l'énergie d'un avion commercial et un sixième de l'énergie d'une voiture avec un seul occupant. L'initiative des citoyens suisses qui ont approuvé un référendum interdisant toute construction de nouvelles autoroutes ainsi que la circulation de transit de poids lourds est vivement applaudie.

Les chercheurs préoccupés par les dégradations faites à l'environnement (en d'autres termes les écologistes) défendent aujourd'hui l'idée que les modalités de déplacements sont en fait principalement déterminées par la trame urbaine qui en fait dicte l'usage du mode de déplacements. La domination de la voiture proviendrait en fait de cette dissociation qui a été faite entre le plan de circulation d'un territoire urbaine et son plan d'occupation des sols. Le plan d'occupation des sols est alors perçu comme le premier maillon d'une nouvelle stratégie de déplacements. Il faut certainement améliorer la technologie de la voiture pour en faire un engin propre et moins encombrant, mais il faut aussi faire des villes plus performantes sur le plan de l'usage des sols, affirment les écologistes. Comme l'ont démontré les chercheurs australiens sur leur étude de Perth et de New York, il y a une corrélation inverse entre la densité spatiale et l'usage de la voiture: plus la densité est faible plus on utilise la voiture.

Aussi face à la croissance démographique et économique qui touche par exemple les multiples banlieues américaines, il ne s'agit pas de s'enfermer dans la politique NIMBY ("Not in my backyard"), c'est à dire du type "no growth" ou "slow growth" mais il faut profiter de cette demande pour utiliser différemment l'espace, le densifier et à terme concevoir un système de

transports en commun ou tout simplement l'usage de la bicyclette, affirment les chercheurs du Worldwatch Institute. Il faut donc concevoir une nouvelle approche du zonage dans les quartiers suburbains tout en les remodelant, comme le fait l'architecte-urbaniste. Il faut penser le quartier non pas à partir de l'usage de la voiture mais de la bicyclette et de la marche à pied. Les chercheurs vont encore plus loin en démontrant qu'un tissu urbain dense est moins propice à la violence, comme le démontre l'exemple de Hong-Kong. Il n'y aurait aucune corrélation entre forte densité urbaine, violence et santé publique.

De nombreuses études menées à la fin des années 1980 prônent le principe d'une intégration de la planification spatiale et de la planification des transports, à l'image de la ville brésilienne Curitiba alors que d'autres font référence aux travaux d'avant-garde de Jane Jacobs qui, dans son étude de 1961 The Death and Life of Great American Cities, faisait déjà un plaidoyer en faveur d'une autre conception de l'espace urbain. En parlant de la violence, elle avait avancé l'idée que la sécurité de tout espace public était supérieure dans les rues traversées par des gens qui les trouvaient agréables. L'urbaniste Whyte a ainsi repris la réflexion de Jacobs pour critiquer la rénovation urbaine des centres-villes américains qui souvent se sont limités à la construction de "larges forteresses" où il est quasi-impossible de pénétrer à partir de la rue mais seulement à partir du parking.

Ce qui est certainement le plus surprenant dans ces études de prospective, ce sont les méthodes suggérées par les chercheurs. Ils recommandent d'inclure les usagers dans les démarches visant à transformer l'usage de l'espace tout en sachant qu'a priori les usagers pourraient être hostiles. Ils insistent sur le travail à mener pour faire évoluer l'opinion publique. En avançant ces idées très progressistes allant à l'encontre des habitudes de la grande majorité des individus, les chercheurs qui s'intéressent à la prospective et qui insistent pour intégrer l'environnement dans les décisions d'aménagement, font souvent référence à l'expérience que l'association "Environmental Defense Fund" (EDF) a mené auprès de la commission californienne "Public

Utilities Commission" (PUC).

Au milieu de la décennie 1970, la société d'électricité et de gaz californienne "Pacific Gas and Electric Company" (PGE), une des plus grandes entreprises des Etats-Unis avait fait une demande auprès de la commission californienne pour les services publics pour augmenter ses tarifs. Les écologistes de l'association EDF qui ont participé aux négociations ont alors proposé de cesser cette course frénétique visant à augmenter la production d'énergie face à une demande croissante pour investir dans l'usage plus efficiente de l'électricité dans les usines comme dans l'habitat. Il ne s'agissait pas uniquement de limiter la dépendance à l'électricité, de maintenir la qualité de l'air, ou encore d'éviter tout risque nucléaire mais aussi d'investir dans l'usage de l'électricité parce que cela revenait moins cher. Jusqu'en 1975, les innovations technologiques ont fait en sorte que les prix de l'électricité n'ont cessé de baisser alors que les ventes et les profits augmentaient. Mais le coût de création de toute nouvelle usine ne pouvait qu'augmenter le prix de l'électricité.

EDF a alors suggéré à la commission californienne de demander à PGE d'opter pour l'alternative la moins chère c'est à dire investir dans l'efficacité de l'usage de l'électricité, tout en augmentant les tarifs de manière à maintenir les marges bénéficiaires. L'ensemble des acteurs sont sortis gagnants de cette négociation qui s'est située dans la logique du marché, y compris la nature. Plusieurs centaines de milliers de Californiens ont obtenu des prêts à taux d'intérêt nul pour améliorer l'efficacité énergétique de leurs maisons.

La démarche adoptée par PGE à la suite des suggestions d'EDF est qualifiée par les économistes de "demand-side management" DSM, méthode largement prônée par les écologistes. En 1990, les programmes DSM ont fait diminuer la consommation d'électricité de 1% et il est prévu une réduction de 3% d'ici l'an 2000. Aussi dans le secteur de l'énergie on parle de plus en plus de planification intégrant les ressources "integrated resource planning" IRP. Les experts se chargent d'évaluer les risques, les coûts et

les bénéfiques de toute option.

Un autre exemple qui permet d'illustrer cette nouvelle approche est sans nul doute celui de la compagnie municipale d'électricité de la ville de Sacramento ("Sacramento Municipal Utility District" SMUD, la capitale de la Californie. En 1989, les habitants ont voté pour la fermeture d'une centrale nucléaire, Rancho Seco, qui pendant 14 ans leur avait fourni la moitié de l'électricité. SMUD s'est alors lancé dans la cogénération ainsi que la production d'électricité à partir du vent. Son directeur a par ailleurs déclaré que l'entreprise n'allait pas construire de nouvelles usines mais qu'elle opterait pour un programme de type "DSM". Il est bien entendu question de faire des économies mais aussi de préserver l'environnement puisque l'on sait que la production de l'électricité est responsable de 25% des émissions de dioxyde de carbone.

Le citoyen californien utilise moins d'électricité en 1988 qu'en 1978 alors que c'est le contraire pour le reste des Etats-Unis. Diminuer la consommation d'électricité revient moins cher que de construire de nouvelles centrales électriques tout en préservant l'environnement et en maintenant les marges bénéficiaires. Les entreprises d'électricité ont dépensé deux milliards de dollars pour réduire la consommation de leurs clients mais en même temps elles ont pu se passer de la construction de nouvelles centrales qui auraient coûté 10 milliards.

Dans le domaine de la prospective, les écologistes remettent en cause les visions traditionnelles du progrès et insistent plutôt pour intégrer systématiquement les critères de l'environnement dans toute décision d'aménagement. Pour certains l'environnement ne représenterait qu'une préoccupation de riches mais une nouvelle génération d'écologistes se soucient également d'intégrer le social.

14.2 - DE LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Les chercheurs en France ont tendance à penser que les préoccupations en faveur de l'environnement ne concerne que les pays riches ainsi que les citoyens bien intégrés dans les réseaux socio-économiques. Il est vrai que l'on retient le plus souvent de la mobilisation en faveur de l'environnement celle de type NIMBY qui en fait concerne les communautés suburbaines bien loties qui craignent l'arrivée de toute nouvelle population, en prenant pour prétexte la sauvegarde des espaces verts. Le mouvement en faveur de la "justice environnementale" vient en fait contrecarrer cette opinion. Il s'agit tout d'abord d'une mobilisation de la base ("grassroot movement"), une caractéristique qui n'a rien d'original pour ce qui concerne la défense de l'environnement dans le contexte américain mais qui démontrent comment des revendications et des débats portant a priori sur la nature et sa préservation sont en mesure d'intégrer le social, voire même de s'ethniciser.

La prise de conscience de la corrélation qui pouvait exister entre la pollution et la répartition spatiale des minorités ethniques sur l'ensemble du territoire métropolitain remonte au milieu de la décennie 1980.

Les premiers travaux sur la justice environnementale ont en fait été menés par un professeur de sociologie de l'université UC-Riverside, Robert Bullard, qui a mené une enquête sur les décharges de Houston au Texas, à la fin des années 1970. Il a réussi à démontrer que la population noire représentait 28% de la population de la ville mais que six de ses huit incinérateurs et 15 de ses 17 décharges municipales, se trouvaient à proximité de quartiers afro-américains. Outre la pauvreté, le chômage et la violence, les communautés noires étaient plus exposées que d'autres à la pollution. Son étude a servi de base à un procès "Bean v. Southwester Waste Management Corp." où il fut question de "discrimination environnementale" et a été à l'origine de la

publication de deux ouvrages de référence⁴⁵.

La deuxième étude à l'origine de ce mouvement en faveur de la justice environnementale fut dirigée par une institution fédérale, le "General Accounting Office" (GAO) à Washington D.C. qui réussit à déterminer la nature de la corrélation entre l'incinération des déchets toxiques et le statut économique et racial des communautés voisines. A partir de données portant sur le sud-Ouest des Etats-unis, les études ont démontré que les populations étaient une fois sur trois noires alors qu'elles ne constituaient que 30% de la population totale de l'Etat.

La troisième étude régulièrement citée⁴⁶ correspond à celle menée à l'initiative du pasteur Ben Chavis qui présidait la commission pour la justice raciale (Commission for Racial Justice CRJ) de "The United Church"⁴⁷. Elle a porté sur les décharges toxiques et non toxiques et les populations avoisinantes et a démontré que les pourcentages de personnes non blanches dans les territoires ayant plus d'une usine d'incinération, était facilement deux fois supérieur à celui d'un territoire n'ayant pas d'usine similaire. L'étude a ainsi conclu que la probabilité pour une zone habitée par des minorités ethniques d'accueillir des équipements de ce type était largement supérieure aux autres territoires.

La quatrième recherche qui souligne la corrélation entre pollution et minorités ethniques, fut celle publiée par le National Law Journal⁴⁸ de septembre 1992 qui a montré les disparités entre les communautés blanches et les autres pour ce

⁴⁵. R.Bullard, Invisible Houston et Dumping in Dixie: Race Class and Environmental Quality. (les decharges dans les pays du Sud: la qualité environnementale et la question raciale).

⁴⁶.L'essentiel de l'information de cette page provient de l'article de Penny Newman, "The Grassroots Movement for Environmental Justice", New Solutions, Ete 1983, pp. 87-95.

⁴⁷. The United Church of Christ, Toxic Waste and Race in the United States. 1987.

⁴⁸ Marianne Lavelle et Marcia Coyle "Unequal Protection", National Law Journal, septembre 1992.

qui concerne l'action menée par EPA, l'"Environmental Protection Agency" (soit l'équivalent de notre ministère de l'environnement). Ces quatre études ont démontré que les coûts externes ou encore la pollution qui représente une externalité, est essentiellement supportée par des minorités ethniques. Aussi les tenants de la justice environnementale ont alors poussé les écologistes traditionnels à aller au delà du phénomène NIMBY et d'opter pour le principe BANANA "build absolutely nothing anywhere near earth".

Cette revendication pour la justice environnemental qui est un fait récent dans la vie politique et sociale américaine, et qui d'après les écologistes et les "civil rights leaders" devrait occuper une plus grande place politique avait cependant déjà été abordée par un militant, George Wiley, le jour de la fête de la Terre, le 26 avril 1970, lors de son discours à l'université de Harvard⁴⁹:

"...If you are a serious movement, you must be prepared to take on the giant corporations who are the primary polluters and perpetrators of some of the worst conditions that affect the environment of the country and indeed the world...but it has been my experience that most of you are not going to deal with the problem at the level that it is going to help the welfare recipient, the poor person in the ghettos and the barrios. Most of you are not even going to listen to the voices coming from those communities. You won't ask what they want, and how they want to deal with the problem of their environment at all -because you feel there are other more pressing priorities in their lives"

"Si vous êtes un mouvement sérieux, vous devez vous préparer à affronter les grandes entreprises qui sont les plus importants pollueurs et ceux qui infligent les conditions les plus désastreuses à l'environnement du pays mais aussi du monde...mais d'après mon expérience, il semble que la majorité d'entre vous ne vont pas faire face au problème lorsqu'il s'agira d'aider les pauvres habitant dans les ghettos et les barrios. La plupart d'entre vous ne vont même pas écouter les voix en provenance de ces communautés. Vous n'allez pas demander ce qu'elles veulent ou comment elles entendent faire face au problème de leur environnement -parce que vous estimez qu'elles ont à faire face à d'autres priorités."

⁴⁹. P.Newman, idem, p.91.

Depuis cette mobilisation, le Congrès a voté une loi "The Environmental Equal Rights Act" en 1993, qui autorise tout citoyen de remettre en cause la création d'un équipement polluant dans une communauté déjà désavantagée. Une communauté désavantagée est une communauté qui comprend un pourcentage de minorités supérieur à la moyenne, des familles aux revenus limités et qui possède déjà un équipement polluant. Tout citoyen de l'Etat est en mesure d'attaquer le projet même s'il ne réside pas dans ce quartier en question. EPA est à l'heure actuelle en train d'inclure ces considérations d'ordre social et ethnique dans les critères de localisation d'équipements polluants. On commence de parler d'équité environnementale, une notion qui reste pourtant à définir ainsi que de politique de compensation pour faire face à la justice environnementale.

Les préoccupations sociales et politiques qui jusqu'alors étaient disséminées dans l'ensemble de la société tendent à converger pour démontrer qu'au niveau de la planification urbaine on va vers une plus grande intégration de contraintes qui jusau'ici étaient abordées de manière isolée. Les écologistes ont ainsi démontré que la question des déplacements était indissociable des plans d'urbanisme, un leit-motiv que les experts des transports sont finalement en train de s'approprier. Cette analyse du mouvement en faveur de la justice environnementale aux Etats-Unis démontre en filigrane la lente et progressive intégration des préoccupations de l'environnement et de celles qui ont trait aux problèmes de pauvreté et d'exclusion sociale alors que jusqu'à présent ils constituaient deux champs bien séparés.

QUE CONCLURE?UNE PROSPECTIVE URBAINE A TENDANCE NORMATIVE

Les travaux traditionnels de la prospective américaine n'abordent peut-être vraiment la problématique urbaine ainsi que l'ensemble des mutations sociales auxquelles la société américaine doit faire face, c'est à dire l'émergence d'une société duale. En revanche, cette thématique alimente les travaux des chercheurs en sciences sociales qui, dans certains cas vont jusqu'à envisager la reformulation du contrat social, une nouvelle méthodologie de la planification urbaine, une redéfinition du paysage urbain ainsi que la prise en compte systématique de l'environnement naturel dans toute décision.

DE LA PLANIFICATION URBAINE

A l'opposition traditionnelle entre les conservateurs (qui défendent les vertus du marché) et les progressistes qui sont en faveur de l'intervention de l'Etat, se dessine une troisième voie, celle qui approuve l'intervention de l'Etat mais suggère également de donner plus de responsabilité à la société civile. John Friedmann et d'autres estiment que la planification urbaine qui, tout au long du XXème siècle, s'est avéré un outil ou encore une méthode de travail au profit des élus, -que ce soit au niveau fédéral ou encore au niveau local-, devrait à présent être au service de toute mobilisation sociale visant à défendre par exemple le droit des plus défavorisées. On parle alors d'une mobilisation socio-politique s'appropriant les outils de la planification.

Quant aux experts de politiques publiques ("public policy"), ils ont plutôt tendance à s'interroger sur le lien entre la connaissance théorique et l'action. Ils distinguent alors la "rationalité substantive", c'est à dire celle qui dérive de la connaissance scientifique, de la "rationalité procédurale"⁵⁰ celle qui accorde toute sa légitimité au processus visant à intégrer une multiplicité d'acteurs. Ce processus est complexe et loin d'être naturel et spontané. L'enjeu majeur de la planification consiste à construire en permanence ce processus et à aider les acteurs à se donner les moyens pour atteindre les objectifs qu'ils se donnent en commun.

DU "NOUVEAU" CONTRAT SOCIAL

Face à l'avènement de la société duale, des sociologues comme Lawrence Mead, tentent de redéfinir le contrat social en y intégrant des notions de citoyenneté dans les rapports entre Etat et exclus alors que des économistes comme Anthony Downs, plaident pour un nouveau concept territorial qui engloberait tout la réalité urbaine à savoir la ville et les banlieues. D'autres économistes, comme Michael Porter, se préoccupe de la dégradation des centres-villes au profit des banlieues et travaillent alors sur la définition d'une stratégie visant à intégrer les territoires urbains aux réseaux économiques nationaux et mondiaux.

Les communautaristes à la suite d'Etzioni, choisissent de réaffirmer les liens familiaux et ceux de la communauté sans pour autant enfermer l'individu dans une seule communauté. Tout individu participe à la vie de plusieurs communautés, la famille, le voisinage, l'école ou l'entreprise, la paroisse, l'association de sports...et dans chaque cas, il importe de renforcer ces liens. Le point de vue des communautaristes va dans le sens des idées défendues par les multiculturalistes sont très sensibles à la non-homogénéité de la société. Les multiculturalistes vont jusqu'à exiger une renégociation du noyau dur de l'identité

⁵⁰. C.Ghorra-Gobin, "Crises de la ville et limites de la connaissance théorique. Pour une conceptualisation de la mise en oeuvre", Vingtième Siècle #40, octobre-décembre 1993, pp.23-32.

nationale face aux revendications des groupes périphériques, et ce dans le but de maintenir l'idéal démocratique.

REDESSINER LE PAYSAGE URBAIN ET SUBURBAIN

Les chercheurs s'estiment non satisfaits par la qualité du paysage urbain et suburbain. Dans un ouvrage publié par le "Worldwatch Institute", Marcia D.Lowe suggère ainsi de remodeler le paysage en prenant en compte la dimension humaine mais aussi la dimension environnementale⁵¹, une idée défendue par Robert Fishmann. On peut d'ailleurs observer cette volonté de retravailler l'espace public sur le terrain dans les revues d'urbanisme mais aussi dans des revues économique, comme The Economist.

La municipalité de Dayton dans l'Ohio a ainsi fait appel à l'architecte Oscar Newman -célèbre pour avoir écrit il y a une vingtaine d'années Defensible Space-, pour améliorer le quotidien des habitants du quartier Five Oaks où les conditions de vie s'étaient sérieusement dégradés au cours de deux dernières décennies. D'après les médias, les habitants sont aujourd'hui satisfaits; quant à l'architecte, il estime s'être inspiré du paysage de la banlieue pour remodeler les espaces publics: "this amounts to retrofitting the urban grid to replicate the suburban grid"⁵².

Mais c'est certainement la prise en compte de l'environnement dans les décisions d'aménagement qui domine les discours actuels sur la ville. Lowe y consacre ainsi trois chapitres au travers des thèmes de l'eau, de l'énergie et des transports alors qu'un seul chapitre aborde la dimension humaine.

⁵¹. M.D.Lowe, Shaping Cities: The Environmental and Human Dimensions. Worldwatch Paper 105, octobre 1991. Les conclusions de ce livre ont fait l'objet d'un article "Reclaiming Cities for People", USA TODAY, juin 1993, pp.14-17.

⁵². "Making cities safer", The Economist 25 mars 1995, pp. 68-69.

DE L'INTEGRATION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LA PLANIFICATION URBAINE

L'environnement représente désormais un poids considérable dans les travaux de prospective et de sciences sociales. Une attention particulière accordée à tout ce qui touche aux déplacements.

Sous la pression des écologistes qui exigent désormais la prise en compte systématique de l'environnement dans toute décision, de plus en plus nombreux sont ceux qui s'accordent pour reconnaître que l'organisation spatiale d'une ville détermine les modes de déplacement, ce qui oblige de proposer de nouvelles méthodes visant à intégrer les deux. La protection de l'environnement est ainsi à l'origine des tentatives en vue de redéfinir la stratégie des transports.

Mais cette problématique environnementale intègre également des préoccupations d'ordre social tout en s'ethniquisant. De récentes études ont en effet démontré que la localisation d'usines polluantes ou encore de déchets toxiques affectaient plus largement les populations pauvres et les minorités ethniques. On assiste alors à une mobilisation sociale sur ce que doit signifier la "justice environnementale".

* * *

En somme, la prospective urbaine aux Etats-Unis privilégie deux axes. Les chercheurs en sciences sociales ne conçoivent pas l'avenir en dehors d'une sérieuse prise en compte de l'avènement d'une société de moins en moins homogène sur le plan culturel et où les écarts entre les niveaux de vie s'accroissent. La société duale est au coeur du débat intellectuel. Le deuxième axe de la prospective urbaine gravite autour de tout ce qui touche à l'intégration de l'environnement dans les décisions d'aménagement et la politique des transports. Ces deux axes sont le reflet de la tendance normative de la prospective urbaine aux Etats-Unis.

LA PROSPECTIVE URBAINE AUX ETATS-UNIS

DEUXIEME PARTIE : LES ENTRETIENS

Cette mission a été réalisée à la demande du Centre de Prospective et de Veille Scientifique (PVS) de la Direction des Affaires Scientifiques et Techniques (DRAST). Elle avait pour objectif de repérer les thèmes abordés par les chercheurs des onze institutions (centres de recherche) localisées à Washington D.C. Nous remercions également les services de l'Ambassade des Etats-Unis à Paris qui en relation avec "US Information Agency" (USIA) ont facilité le travail sur le terrain.

Cynthia GHORRA-GOBIN

Mai 1995

Docteur ès-Lettres
Ph.D. planification urbaine (UCLA)

Professeur à l'I.E.P. (Paris) et consultant

SOMMAIRE

INTRODUCTION: SYNTHESSES D'UNE MISSION

LES ENTRETIENS

THE BROOKINGS INSTITUTION

INSTITUTE FOR ALTERNATIVE STUDIES

NATIONAL SCIENCE FOUNDATION

NATIONAL INSTITUTE FOR DISPUTE RESOLUTION

OFFICE OF TECHNOLOGY ASSESSMENT

OFFICE OF POLICY DEVELOPMENT AND RESEARCH (HUD)

OFFICE OF PLANNING (DOT)

THE URBAN INSTITUTE

PARTNERS FOR LIVABLE COMMUNITIES

WORLD FUTURE SOCIETY

WORLWATCH INSTITUTE

INTRODUCTION: SYNTHESSES D'UNE MISSION

La liste des centres de recherches avait été établie en juin 1994 avec l'accord du Centre de Prospective et de Veille Scientifique. Il est évident mais utile de rapeller que le programme des entretiens avec des chercheurs travaillant dans les "think tanks" (centres de recherches) et les ministères de Washington D.C. n'est pas exhaustif. Il a toutefois permis de tirer un certain nombre de conclusions qui constituent la synthèse ci-jointe.

Deux préoccupations majeures sous-tendent la problématique des chercheurs en prospective et en sciences sociales. Les chercheurs ont conscience de l'avènement d'une société de moins en moins homogène sur le plan culturel mais aussi face à son intégration dans les réseaux économiques et considèrent comme un impératif la reformulation du lien social tout en se demandant dans quelle mesure les politiques publiques peuvent y contribuer. La deuxième préoccupation concerne en fait le rapport entre la société urbaine et l'environnement naturel dans un contexte d'économie mondialisée. Ces deux préoccupations suggèrent en outre la mise au point d'outils spécifiques pour faciliter le dialogue et la négociation entre les différents groupes qui constituent la société actuelle ou entre les nations ainsi que l'intégration d'un principe de récurrence dans l'analyse scienti-

fique, afin d'évaluer en permanence les effets des politiques sociales ou encore environnementales, par rapport aux objectifs assignés.

Dans le souci de restituer au mieux cette synthèse des entretiens, un système de fiches construites sur le principe de la grille suivante a été adoptée: Présentation du centre de recherches, résumé des informations obtenues sur la recherche et la prospective et les documents collectés. Ces derniers sont inclus dans l'annexe.

THE BROOKINGS INSTITUTION

Anthony DOWNS
Senior Researcher
The Brookings Institute
1775 Mass. Ave., NW
Washington D.C. 20036

PRESENTATION

The Brookings Institution a été fondée en 1927 à la suite d'une restructuration de l'Institute for Government Research créé en 1916, de l'Institute of Economics créé en 1922 et de Robert Brookings School of Economics créée en 1924. C'est une institution privée du type loi 1901 ("non-profit organization) ayant pour objectif la recherche et la publication dans les secteurs de l'économie, de l'administration publique, de la politique étrangère et des sciences sociales en général. La réputation de ce centre repose sur la qualité de la recherche mais aussi son objectivité.

Les récents thèmes de recherche de l'Institut concerne essentiellement l'économie mondialisée, comme le démontre la création d'une nouvelle collection de publications intitulée "Integrating National Economies" (Intégrer les Economies Nationales) qui comprend des titres comme Competition Policies for an Integrated World Economy de F.M.Scherer ou encore Labor Markets and Integrating National Economies de R.G. Ehrenberg, Regional Integration: The West European Experience de William Wallace ainsi que de nombreux autres titres. Les auteurs ne sont pas tous des chercheurs à l'Institut mais la majorité d'entre eux détiennent des chaires d'économie dans des universités et ont simplement choisi de passer une année sabbatique à l'Institut.

Une autre préoccupation du centre concerne l'exercice du pouvoir de l'Etat et la recherche de nouvelles modalités en vue d'améliorer son fonctionnement, comme l'indiquent les ouvrages de J.J.Dilulio et D.F.Kettl, Improving Government Performance ou encore l'ouvrage collectif sous la direction de J. L.Sundquist, Prospects for Governance in the Clinton Years and After. "Brookings Institution" n'est pas à proprement parler un centre de prospective mais l'ensemble des recherches qui y sont menées ainsi que les publications démontrent cependant l'orientation prospective et normative que le centre se donne à partir d'une analyse précise du présent.

Outre la publication de livres, le centre publie une revue trimestrielle The Brookings Review au prix de 4,50 dollars et un bulletin trimestriel A Quarterly Newsletter. La première rassemble des articles scientifiques alors que la seconde informe le lecteur des évènements et colloques suscitées par le centre ainsi que les dernières publications.

Anthony Downs qui s'est fait connaître au sein de la communauté scientifique par la publication en 1967 de son étude sur le fonctionnement de l'administration publique, Inside Bureaucracy est d'abord un économiste. Dans les années 1970, il s'est progressivement tourné vers l'étude de certains aspects de la vie urbaine en relation avec la vie sociale. Il a ainsi publié en 1973 The Opening Up of the Suburbs, dans lequel il affirmait déjà l'impératif d'ouvrir les banlieues à d'autres catégories sociales. Plus récemment, il a étudié les problèmes croissants de la banlieue américaine en s'attaquant cette fois-ci à la question de la circulation automobile. Il a clairement démontré que la solution ne consistait pas à améliorer les capacités du réseau autoroutier. Il fallait plutôt modifier les règles d'urbanisme de manière à mieux intégrer les fonctions résidentielles, commerciales et la localisation des bureaux, faire en sorte que les usagers de la voitures changent leurs comportements et surtout de mieux sensibiliser les décideurs.

SUR LA PROSPECTIVE URBAINE

Dans son dernier ouvrage, Downs démontre que pendant plus d'un demi-siècle la vision dominante pour ce qui concerne le futur de la métropole américaine était en fait synonyme de croissance et d'étalement spatial. L' "unlimited urban sprawl" devait ainsi offrir à la grande majorité de la population le statut de propriétaire d'une maison entourée d'un jardin, la possession de deux voitures par famille et la proximité de bonnes écoles. Dans l'ensemble il est possible de dire que la nation américaine a réussi à atteindre cet objectif mais qu'en revanche elle doit faire face aux effets pervers de cette politique qui se manifestent par la circulation intense dans les banlieues, la pollution de l'air, les budgets croissants pour l'entretien des infrastructures de transports, ainsi que la relégation des pauvres et des minorités dans les quartiers appauvris du centre-ville.

Downs explique la décadence des quartiers centraux ainsi que l'émergence d'une "underclass" comme phénomène corollaire de la fuite vers la banlieue. Il suggère alors de doter la nation d'une nouvelle vision métropolitaine qui cette fois-ci devrait réconcilier la ville et la banlieue et dépasser cette dichotomie spatiale qu'il dénonce.

Cette problématique n'est pas tellement neuve puisqu'en fait elle reprend celle de son ouvrage de 1973, Opening Up the Suburbs dans lequel il plaidait en faveur d'une ouverture des banlieues aux populations plus défavorisées par le biais d'une stratégie de construction de logements sociaux. Downs se montrait en faveur d'une stratégie d'intégration économique diffuse ("dispersed economic integration") qui se ferait sur le mode incrémental. Il craignait déjà que les disparités sociales, économiques et culturelles entre la ville et les banlieues ne soient à l'origine de nouvelles violences et il ne s'est pas trompé, comme le démontrent les tensions actuelles.

DOCUMENTS

Une brochure présentant l'histoire de l'institution
Un exemplaire des deux revues publiées par l'Institut,
Brookings Quarterly Newsletter et The Brookings Review

ACHAT:

A.Downs, Visions for a Metropolitan America. 1994.

INSTITUTE FOR ALTERNATIVE FUTURES (IAF)

Robert OLSON
Directeur de recherches
Institute for Alternative Futures
108 North Alfred Street
Alexandria, Virginia 22314
Téléphone: (703) 684-5880
Fax : (703) 684-0640

PRESENTATION

L'Institute for Alternative Futures (IAF) a été créé en 1977 par Alvin Toffler, James Dator et Clement Bezold. Le premier est aujourd'hui mondialement connu à la suite de la publication de nombreux ouvrages alors que le second dirige le "Center for Futures Studies" de l'université de Hawaï. Les trois principaux axes de recherche de ce centre sont: -la santé, -la technologie de l'information et - l'environnement naturel ainsi que les interrelations entre ces trois domaines.

L'originalité de l'IAF réside dans sa méthode de travail. Il s'agit d'une part de mener de la recherche fondamentale sur ces trois thèmes et d'autre part de faire prendre conscience aux décideurs des mutations en cours afin qu'ils soient en mesure de trouver les modalités les plus pertinentes pour les maîtriser et ne pas se limiter au rôle de spectateurs. La première méthode se traduit par la publication de rapports et de livres alors que la seconde prend la forme de réunions au cours desquelles sont réunis différents partenaires intéressés par un thème donné. L'IAF aide les acteurs à se donner une vision commune du futur, en d'autres termes à anticiper ensemble le futur. Son objectif ne réside pas seulement dans la publication d'études de prospective de grande qualité par des experts certifiés. L'IAF cherche à faire en sorte que les experts, les décideurs et la société civile communiquent dans les meilleures conditions.

SUR LA PROSPECTIVE URBAINE

Toute notre manière de penser le monde était fondée sur l'idée que la technologie industrielle représentait le futur de toute société, affirme Mr. Olson. A présent on réalise cependant que cette technologie a aussi des effets négatifs notamment sur l'environnement naturel. La prise de conscience de la pollution démontre en fait l'inefficacité du processus en raison du gâchis important de matériaux non renouvelables. On devrait donc aujourd'hui mettre au point une technologie nettement plus appropriée en ce qui concerne l'environnement et sa préservation et, de ce fait, toute cette notion de "zonage" qui est si fortement imprégnée dans nos mentalités (et pas seulement chez les urbanistes) devrait s'effacer progressivement. L'IAF prône alors le concept d'"Industrial Ecology" (Ecologie industrielle), c'est à dire d'un secteur industriel qui n'entraînerait pas à proprement parler la création de déchets si les déchets d'une usine servaient de matières premières pour une autre. Des expériences seraient en cours au Danemark où des industriels choisissent de se regrouper sur un même site. L'IAF organise des réunions avec des industriels pour déterminer dans quelle mesure cette idée, a priori radicale, peut progressivement entrer dans les moeurs.

La deuxième préoccupation de Mr. Olson concerne plus spécifiquement l'occupation des sols et les transports. Quelle pourrait être la place ou encore le statut des transports dans une société ayant opté pour le développement soutenable? On peut certes envisager la solution qui consiste à utiliser des voitures de plus en plus propres ou encore des voitures dont les matériaux seraient recyclables mais il estime qu'on peut aussi repenser l'organisation spatiale de nos métropoles, surtout si les usines à venir deviennent de plus en plus propres. Mr. Olson est en train d'aider l'Etat du New Jersey à mettre au point une stratégie de planification spatiale mais aussi de déplacements qui autoriserait la création d'un système de transports incluant des transports en commun, la voiture, la bicyclette et la marche à pied. Dans les réunions de travail assistent des responsables appartenant à différents secteurs de l'économie du New Jersey ou encore de différentes institutions.

L'IAF estime que l'avenir appartient à la multi-modalité et que l'Etat fédéral a également compris cette idée puisqu'il a été à l'initiative d'ISTEA. Les fonds fédéraux qui jusqu'ici servaient exclusivement à la construction et au maintien du réseau autoroutier sont à présent inclus dans l'enveloppe transports et il appartient à chaque Etat et chaque ville de décider de l'usage de ces fonds soit pour les transports en commun soit pour le réseau autoroutier. Au ministère des transports (DOT), le département intitulé "Urban Mass Transportation Administration" (UMTA) a pris le nom de "Federal Transit Administration" (FTA). L'IAF estime que l'espace de la banlieue doit être retravaillé pour être mieux adaptés à nos mode de vie actuels. La banlieue a été conçue pour la famille traditionnelle où la femme a toutes les responsabilites domestiques et s'occupe des enfants. Or ce schéma n'est plus valable, d'où la nécessité de repenser la banlieue et sa dépendance à l'automobile.

L'IAF a publié en 1994, sous le direction de Robert Olson, un rapport intitulé Technology for a Sustainable Future. Il s'agit en fait d'une synthèse rédigée à la suite d'un débat entre 40 personnes représentant le secteur privé, le secteur public et les écologistes. C'est le premier ouvrage publié depuis la mise en place du programme de recherche "la technologie au service d'un développement soutenable" (technology for a sustainable future). Comment réconcilier l'efficacité économique et la prise en compte de l'environnement?

DOCUMENTS

Aucun.

L'IAF était sur le point de déménager. Aussi tout document susceptible d'être présenté au public était dans les cartons.

NATIONAL SCIENCE FOUNDATION

James W. HARRINGTON

National Science Foundation

Directeur de programmes de Géographie
et de Science Régionale

Division de la Recherche en Sciences Sociales et Economiques
4201 Wilson Boulevard Rm995

Arlington, VA 22230

Tel: (703) 306-1753

Fax: (703) 306-0486

PRESENTATION

La National Science Foundation est une institution fédérale qui dépend du Congrès et de la Maison Blanche et dont le budget s'élève à 3 milliards de dollars. La NSF ne mène pas de recherches à proprement parler mais elle finance des projets de recherche qui se déroulent au sein des universités. Le personnel de la NSF comprend 1100 personnes dont 400 Ph.D.. La majorité des scientifiques qui travaillent pour la NSF sont des professeurs d'université qui au bout de deux ou trois ans vont réintégrer leur université. On observe donc une certaine rotation.

Les principaux axes de recherche qui ont été privilégiés au cours de ces dernières années sont les suivants:

1) Les infrastructures civiles 2) les nouvelles industries ("Advanced Manufacturing") 3) l'Informatique avancée ("High Performance Computing" 4) la mondialisation de l'économie et l'environnement 5) la biotechnologie et 6) les matériaux ("Advanced Materials").

L'interlocuteur est professeur associé de politique publique et de géographie à l'Institut de Politique Publique de l'université George Mason, localisée à Fairfax, en Virginie, c'est à dire non loin de Washington D.C.

SUR LA PROSPECTIVE URBAINE

Mr. Harrington estime que deux thèmes préoccupent la recherche sur l'évolution urbaine: la multinucléarité de l'agglomération ainsi que la prise en compte de la "perspective féministe" pour ce qui concerne l'organisation de l'espace. L'agglomération polynucléaire repose sur l'idée que le centre permet de maintenir le tout, ce qui exige une plus grande implication du gouvernement fédéral. La perspective féministe largement représentée dans les universités américaines souligne combien l'organisation de l'espace que nous avons héritée est tributaire de cette division des tâches entre sexes, notamment dans les banlieues.

La discussion a également porté sur le colloque organisé la NSF les 17 et 18 mars 1994 qui a réuni 6 groupes de travail réunissant différentes disciplines pour discuter des ressources humaines. Ce travail repose sur l'hypothèse que la nation américaine ne sait pas utiliser l'ensemble des capacités de ses citoyens et qu'il serait utile de construire une stratégie pour mieux comprendre la nature de ce problème ainsi que les causes. Les six thèmes développés sont: 1) l'emploi d'une force productive 2) l'éducation pour le futur 3) l'aide aux familles 4) la création de quartiers 5) réduire les désavantages dans une société diverse et 6) surmonter la pauvreté.

Pour ce qui concerne le thème des quartiers (traduction du terme neighborhood), les chercheurs soulignent le capital qu'ils représentent sur le plan social, physique et humain ainsi que leur caractère déterminant pour la vie de ses habitants. Ils estiment, par ailleurs, que l'on connaît très mal des phénomènes comme le contrôle de l'espace public par les habitants ou par les gangs tout comme le rôle à long terme des organisations locales qu'elles soient laïques ou religieuses, dans la structuration sociale du quartier.

Le travail du groupe 5 a pris en compte la diversité de la société américaine et le fait que certains groupes, en raison de leur appartenance ethnique, n'ont pas facilement accès aux

réseaux économiques. Les chercheurs partent du principe qu'il faudrait mieux comprendre pourquoi et comment certains individus désavantagés (c'est à dire n'ayant pas forcément un niveau de qualification élevé), sont en mesure de s'en sortir alors même qu'ils appartiennent à un groupe ethnique a priori faisant l'objet d'un regard discriminatoire.

Le thème 6 aborde la question de la pauvreté et les chercheurs souhaiteraient mieux comprendre les effets des programmes sociaux visant à réduire la pauvreté sur la vie des familles. La pauvreté affecte le développement cognitif et émotif de l'enfant et il importe d'expliquer l'existence de nombreuses familles monoparentales dans les quartiers pauvres.

Les six groupes d'études ont suggéré qu'à l'avenir les recherches devraient croiser des données économiques sociales et psychologiques afin de mieux saisir les relations entre les individus et les familles, les familles et les quartiers, les familles et les institutions publiques et privées. Il faut envisager plusieurs sources d'investigation tout en adoptant le point de vue des diverses perspectives en présence. Les chercheurs ont une fois de plus insisté sur le rôle et la place des études d'évaluation dans la conduite des politiques publiques et la nécessité d'améliorer les méthodes d'investigation. Ce rapport dont seule une brochure de 18 pages est disponible au public se voulait comme la première étape d'un programme de recherche (research agenda) au sein de la Division de la Recherche en sciences sociales, économiques et du comportement.

Un séminaire équivalent, c'est à dire multidisciplinaire s'est déroulé les 21 et 23 avril 1993 sur les infrastructures publiques. Il a réuni une trentaine de chercheurs qui ont mis au point un programme de recherche "Civil Infrastructure System Research". Lors de notre visite à l'automne 1994, aucune décision n'avait été prise quant au calendrier de la recherche. Cette rencontre qui a fait l'objet d'un rapport part du principe que la gestion des infrastructures nationales est centrale pour la vitalité et la productivité de l'économie nationale. Mais si les experts estiment que cette question représente un défi

incontestable sur le plan de la technique, elle exige également le concours des sciences sociales. On peut ainsi lire: "...the solutions to infrastructure problems are probably 5% technical and 95% social, political, environmental, and economic" (les solutions aux problèmes d'infrastructures relèvent pour 5% du domaine technique et pour 95% de facteurs sociaux, politiques, environnementaux et économiques).

DOCUMENTS

Investing in Human Resources, 1994.

"Public Infrastructure Research", a research agenda for the social, behavioral and economic sciences, 1993.

Civil Infrastructure Systems Research: Strategic Issues. A Report of the Civil Infrastructure System Task Group. 1993.

NATIONAL INSTITUTE FOR DISPUTE RESOLUTION

W. Steve LEE

Directeur de programmes

National Institute for Dispute Resolution

1726 M Street, NW

Washington D.C. 20036

Tel: (202) 466-4764 ext.312

Fax: (202) 466-4769

PRESENTATION

NIDR a été créée en 1982 par cinq institutions philanthropiques et entreprises : Ford Foundation, William et Flora Hewlett Foundation, John D. et C.T. MacArthur Foundation, American Telephone and Telegraph Company et Prudential Foundation. NIDR a pour mission d'aider à façonner et à accélérer le développement de la résolution des disputes par le biais de la médiation afin d'éviter de passer par une procédure judiciaire. Il s'agit de mettre au point des méthodes susceptibles d'aider les individus à faire valoir leurs différends et à trouver un terrain d'entente. A l'heure actuelle, les tribunaux de 26 Etats sont en train d'adopter des outils qui leur permettent de régler les conflits en dehors du traditionnel système judiciaire. Un grand nombre de départements de droit au sein des plus importantes universités américaines ont inclus des cours de "résolution de disputes" au sein de leurs programmes. Onze Etats ont des administrations qui utilisent les méthodes de NIDR pour régler toute sorte de conflits concernant, par exemple, l'usage des sols (notamment en cas de dépôt de permis de construire), les rapports entre propriétaires et locataires ou encore l'allocation de ressources publiques.

Le rapport intitulé A Decade of Progress présente les innovations les plus intéressantes menées par NIDR pour régler les conflits de nature différentes. L'"Innovation Fund" au sein du NIDR se charge de répertorier l'ensemble de ces expériences. On parle par exemple de règlement de conflits visant à éviter

l'éviction de familles de leurs logements dans le cadre d'une politique de prévention. Dans l'Etat de l'Idaho une association "Social Systems Mediation" aide les familles en difficulté à trouver un moyen pour régler leurs différends avec le propriétaire ou encore avec les opérateurs de réseaux afin d'éviter de se retrouver à la rue. L'"Innovative Fund" prône le principe de l'approche collaborative ("collaborative problem solving") qui propose de réunir autour d'une même table les opposants afin de trouver une issue valable pour les deux. L'"IF" a aidé l'administration fédérale à régler les conflits avec les citoyens qui bénéficient de l'aide publique ("welfare recipients").

NIDRL a mis récemment au point un programme international et invite des avocats étrangers à s'initier aux méthodes qu'elle a déjà expérimentées. Dès le début de cette initiative c'est à dire en 1990, de nombreux avocats d'Afrique du sud ont été reçus par l'Institut qui les a, par ailleurs, aidés à rassembler des fonds d'un montant de 600.000 dollars en faveur de la création d'organisations similaires à NIDR. Le centre se donne également pour ambition de mettre au point des méthodes pour régler les conflits entre nations. Une série de conversations avec des leaders politiques comme l'ancien président des Etats-Unis Jimmy Carter ou encore Carlos Fuentes, le romancier et diplomate mexicain qui ont tous les deux œuvré pour la paix, font l'objet de publications du centre.

NIDRL s'est également spécialisé dans le règlement de conflits concernant l'environnement au niveau local comme au niveau national et international. Il s'agit de trouver les moyens de satisfaire les besoins sociaux des populations ainsi que les impératifs d'une croissance mondialisée, tout en prenant en considération la nature.

NIDR publie des ouvrages ainsi qu'une revue mensuelle Forum généralement centrée sur un thème précis, comme "Dispute Resolution and Health Care" ou "International Perspectives on Dispute Resolution".

SUR LA PROSPECTIVE URBAINE

Au moment de sa création, l'institut a surtout mis l'accent sur le niveau local et les questions relatives à l'aménagement face à la demande croissante en faveur de l'environnement. Puis, l'Institut s'est ensuite penché sur des questions plus sociales et politiques. Des écoles font à l'heure actuelle appel au service de l'institut pour mettre en place des programmes visant à réduire la violence et la drogue. Mais avant de l'imposer, il faut pouvoir en discuter avec les différents partenaires en présence et s'assurer de la manière dont il faudra procéder pour avoir l'adhésion du plus grand nombre.

L'Institut, suite à une demande en provenance d'organismes internationaux, aide les nations de l'Europe centrale à régler leurs conflits internes. Pour Mr. Lee les méthodes du NIDR aident les citoyens de ces pays à faire l'apprentissage de la démocratie. On a d'autant plus besoin de développer ces méthodes et techniques dans la mesure où nos sociétés démocratiques sont de moins en moins homogènes et il y a de plus en plus de risque pour que l'on ne puisse plus dialoguer. Le NIDR estime qu'il travaille sur un champ qui devrait continuer à se développer au cours des années futures. Les conflits sociaux sont inévitables que ce soit entre un citoyen et une institution ou entre institutions ou entre citoyens et il faut mettre au point les outils susceptibles d'aider à réconcilier les intérêts des uns et des autres de manière à ce que ne soit pas un jeu à somme nulle.

Le "Fund for Research on Dispute Resolution" financent des recherches menées à l'occasion de la résolution de conflits pour mettre en évidence les variables déterminantes. L'objectif majeur est donc d'anticiper sur le développement de la violence. Il faut développer des outils à l'échelle de l'individu ou encore du groupe, afin d'être en mesure de gérer des situations inter-ethniques ou interreligieuses et éviter ainsi l'intolérance et la discrimination qui risquent d'entraîner la violence.

DOCUMENTS

A Decade of Progress: The National Institute for Dispute Resolution. 1993.

Un exemplaire de la revue Forum Dispute Resolution, Youth and Violence, Printemps 1994.

Un exemplaire du bulletin NIDR NEWS (bi-mensuelle) qui informe les lecteurs des actions engagées par l'institut.

OFFICE OF TECHNOLOGY ASSESSMENT (OTA)

Robert D. ATKINSON, Ph.D.
Senior Analyst
Congress of the United States
Office of Technology Assessment
Washington D.C. 20510
Tel: (202) 228.6362
Fax: (202) 228.6344

PRESENTATION

OTA se veut un centre d'études spécialisé dans les questions touchant à la technologie. L'objectif de cet organisme public est d'informer les élus nationaux, donc les décideurs, des conséquences du développement et de l'usage de nouvelles technologies. Le Président de n'importe quel comité du Congrès peut faire une demande d'étude auprès de l'OTA. L'équipe doit ensuite démontrer ses capacités pour mener l'étude auprès du Directeur qui soumet ensuite la proposition au conseil d'administration qui décide.

OTA a été créé en 1972 et la qualité de ses travaux repose essentiellement sur son impartialité. OTA a une double mission: étudier les moyens de transformer le secteur industriel orienté jusqu'ici sur la défense et anticiper sur le développement de la technologie de l'information. En 1990, à l'occasion de son vingtième anniversaire, OTA a organisé une forum sur le thème de la technologie et la gouvernance. Cinq thèmes ont été abordés par des experts de grande renommée:

1) Un nouvel ordre mondial et ses implications pour les réductions d'armes par Robert S.McNamara, ancien secrétaire de la Défense

2) Maintenir l'environnement global par Gro Harlem Bruntland président de la commission mondiale pour l'environnement et le développement

- 3) la compétitivité économique par Laura D'Andrea Tyson, présidente du conseil économique pour le président
- 4) la réforme médicale avec Arnold S. Relman,
- 5) repenser l'éducation publique avec Derek Bok, professeur à Harvard

Ces cinq thèmes correspondent en fait aux sujets abordés par l'agence auxquels il faut ajouter la biologie et l'agriculture ainsi que les télécommunications. En 1994, OTA a publié un rapport qui porte sur l'énergie et les transports et les moyens à suivre pour réduire la consommation d'énergie.

SUR LA PROSPECTIVE URBAINE

Monsieur Atkinson est le directeur d'un projet d'études initié à la demande du Comité du Sénat travaillant sur les financements, le logement et les affaires urbaines. L'étude s'intitule Villes, technologie et infrastructure (cities, technology, and infrastructure). Cette étude a démarré à l'automne 1994 devrait paraître au printemps 1996.

Les nouveaux modes de production ainsi que des infrastructures incluant les communications et les transports ont joué un rôle important dans le façonnement de la métropole américaine et l'hypothèse de l'étude consiste à dire qu'ils peuvent vraisemblablement contribuer à la rénovation des centres-villes. La décentralisation des populations et des activités économiques vers la périphérie de la métropole ont bénéficié de nombreux secteurs économiques. Cependant ce développement a conduit à une réduction des investissements dans les centres-villes, à une détérioration du cadre bâti de la ville, et à une baisse des emplois dans les services urbains. Mais ce développement suburbain a entraîné à son tour une augmentation de la consommation d'énergie, de la pollution et des problèmes de circulation.

L'étude a pour objectif de déterminer les facteurs et les politiques publiques qui ont eu un effet négatif sur la ville et

ceux qui sont en mesure de conduire à l'avènement d'une ville durable ("sustainable city"). Il s'agit en fait de mettre en évidence les technologies ainsi que les stratégies économiques susceptibles de recréer des centres-villes.

DOCUMENTS

Focus, bulletin d'information hebdomadaire

Une brochure présentant OTA

Un rapport annuel 1993 présente au Congrès

Un rapport semestriel 1994

Un résumé de la proposition de recherche City, Technology, and Infrastructure

OFFICE OF POLICY DEVELOPMENT AND RESEARCH
DEPARTMENT OF HOUSING AND URBAN DEVELOPMENT

Ms. Jill KHADDURI

Mr. James E. HOBEN

Office of Policy Development and Research
Department of Housing and Urban Development
451 7th Street, SW
Washington D.C. 20410

Tel: (202) 708-1537

Fax: (202) 619-8360

PRESENTATION

Le ministère du logement et du développement inclut de nombreux départements mais notre visite s'est limité au Bureau du développement des politiques et de la recherche pour s'informer des principaux thèmes urbains qui les préoccupaient en ce moment. En fait l'essentiel de l'entretien a porté sur la nécessité de conduire des études d'évaluation de plus en plus fines afin d'être en mesure de comprendre comment fonctionnait un programme et s'il avait vraiment atteint ses objectifs.

SUR LA PROSPECTIVE URBAINE

Les deux charges de mission ont en fait plaidé en faveur d'un principe de récurrence dans la conduite des politiques publiques. Les fonds publics ne cessent de diminuer et il importe de les utiliser à bon escient. Il faut alors comprendre l'impact aussi marginal qu'il soit d'un programme ou d'une politique sur les populations ciblées, comme par exemple les CDBG, "Community Development Block Grants" (fonds destinés aux quartiers centraux) ou encore les "Housing Allowances" (l'équivalent de l'APL). Le département devait également travailler sur

l'évaluation d'un programme visant la création d'emplois, "Empowerment Zone and Enterprise Community" (EZEC) qui fut lancé par l'administration Clinton pour renforcer (traduction approximative d'"empower") les initiatives des communautés et les aider à créer de l'emploi dans les centres-villes.

La question des centres-villes ainsi que l'évaluation des politiques publiques représentent en fait les deux préoccupations majeures du Department of Housing and Urban Development. Les deux interlocuteurs étaient extrêmement sensibles à toute recherche susceptible d'améliorer le processus d'évaluation et de reconduction des programmes publics.

DOCUMENT

Building Communities: Together, Empowerment zones and enterprise communities application guide. US Department of Housing and Urban Development.

OFFICE OF PLANNING
DEPARTMENT OF TRANSPORTATION (DOT)

Sam ZIMMERMAN
Paul L. VERCHINSKI
Department of Transportation
Office of planning
Federal Transit Administration
400 7th Street SW
Washington D.C.
Tel: (202) 366-1626
Fax: (202) 366-0187

PRESENTATION

L'entretien au ministère des Transports n'avait pas été prévu lors de notre arrivée à Washington D.C. On a toutefois ressenti le besoin de s'y rendre à la suite de l'entretien avec Monsieur Robert Olson à l'Institute for Alternative Futures. Ce dernier avait indiqué que les transformations en cours au sein de ce ministère résultait de la prise de conscience par les transporteurs d'un nouveau regard porté sur l'environnement et l'énergie, grâce à la mobilisation intellectuelle et politique des écologistes.

La réunion a donc porté sur la restructuration en cours du ministère DOT. Tous les éléments présentés ici devraient en fait voir le jour au cours de l'année 1995. Le ministère dispose de dix départements qui devraient fusionner pour laisser la place à trois nouveaux départements: (1) l'administration pour l'aviation, (2) l'administration de la garde maritime (Coast Guard) et (3) l'"Intermodal Transportation Administration" (ITA). L'ITA devrait regrouper le "Federal Highway Administration" FHWA, le "Federal Transit Administration" FTA, the "Federal Railroad Administration" (FRA), the "National Highway Traffic Safety Administration" (NHTSA) et quelques bureaux de l'administration

maritime.

Cette restructuration a deux objectifs: il s'agit d'une part de promouvoir le principe de l'intermodalité dans les transports tel que défendu par la loi de 1991, "Intermodal Surface Transportation Efficiency Act" (ISTEA) dont il a été fait mention dans l'entretien avec l'IAF et d'autre part de réduire les budgets de fonctionnement. Le personnel ne devrait pas être diminué mais beaucoup plus diversifié. Il devrait englober des experts sur les systèmes intelligents de transport ("Intelligent Transportation Systems), des chercheurs en mesure de faire le lien entre l'occupation des sols et les déplacements, ainsi que des experts de la qualité de l'air et de la conservation de l'énergie. Pour Kenneth Mead, un des directeurs de DOT, les missions du ministère sont aujourd'hui différentes de celles qu'elles ont été.

SUR LA PROSPECTIVE URBAINE

Les ingénieurs du ministère des Transports ont le souhait de faire évoluer leurs missions et rôles dans la société américaine qui jusqu'ici avaient été étroitement associés à la construction et à la gestion du réseau autoroutier (Interstate Highway). Ils essaient d'intégrer les préoccupations d'ordre environnementale et d'ordre énergétique au sein de la problématique transports et espèrent, de ce fait, accorder une place nouvelle aux transports en commun qu'ils estiment par ailleurs devoir être redéfinis.

DOCUMENTS

3 Documents relatifs au Federal Transit Act (transports en commun)

THE URBAN INSTITUTE

Christopher WALKER
Directeur, Community and Economic Development Program

Wendy ZIMMERMANN
Chercheur,

The Urban Institute
2100 M Street, NW
Washington D.C. 20037
Tel: (202) 857-8586
Fax: (202) 223-3043

Tel: (202) 857-8621

PRESENTATION

L'Institut crée en 1968, a le statut de loi 1901 ("nonprofit policy research organization"). Il a pour objectif d'étudier les problèmes sociaux et économiques de la nation ainsi que l'impact des programmes publics et privés qui visent à y remédier. L'institut se doit d'approfondir la connaissance relative aux problèmes de la société tout en améliorant les processus de décision de la sphère publique, et il doit faire prendre conscience à l'opinion publique de l'importance de ces choix publics. Les chercheurs ont pour mission d'évaluer les programmes ainsi que de clarifier les choix des décideurs pour la construction de toute nouvelle stratégie. Comme l'a dit le président Lyndon B. Johnson, au moment de sa fondation, l'institut doit établir le lien entre le chercheur esseulé à la recherche de la vérité et le politique en quête du progrès ("Its purpose is to bridge the gulf between the lonely scholar in search of truth and the decision maker in search of progress").

Au moment de sa création l'Institut qui jouit d'un grand prestige aux Etats-Unis pour la qualité de ses travaux mais aussi

pour son impartialité, s'est essentiellement penché sur les problèmes urbains de la nation mais, à l'heure actuelle, il participe également à des missions à l'étranger, notamment dans les pays en voie de développement, l'Europe de l'est et la fédération russe.

Sept équipes de chercheurs, soit 230 au total travaillent sur les thèmes suivants: La politique de la santé, la politique des ressources humaines, la politique des revenus et des aides ("income and benefits policy"), les activités internationales, les études démographiques, les finances publiques et le logement, et les politiques de l'Etat fédéral. L'institut reçoit également pour une durée de six à douze mois des professeurs d'universités américaines ou étrangères qui souhaitent participer à un projet de l'institut. Un tiers du budget de l'institut provient de fondations et les 2/3 résultent de contrats signés avec des administrations publiques. Robert M. Solow, prix nobel et professeur d'économie au MIT fait partie du conseil d'administration et William Gorham est président de l'institut.

SUR LA PROSPECTIVE URBAINE

L'Institut a été très impliqué dans le débat et les travaux de recherche concernant la réforme de la santé publique, un projet que la nouvelle administration avait largement défendu. En parlant de ses responsabilités Mr. Walker a largement parlé des études d'évaluation qui constituent une grande partie du travail des chercheurs. Il s'agit notamment de comprendre comment fonctionnent les programmes intitulés "Community Development Block Grant" CDBG au niveau local et d'évaluer au niveau national leur impact dans les quartiers difficiles, sur une période de vingt ans de mise en oeuvre. 61 quartiers ont été retenus sur un nombre total de 220. Il s'agit de répondre aux questions suivantes: quel fut le rôle de la ville dans la lutte contre la pauvreté? Est ce que les CDBG ont contribué à la participation des citoyens dans la vie du quartier? Quelles sont les limites de l'action fédérale? Quels sont les autres acteurs susceptibles de participer à la lutte contre la pauvreté?

Ces données sont recueillies à partir de 61 sites et le travail de l'institut consiste à homogénéiser ces données et construire une grille de lecture valable pour l'ensemble des cas.

Madame Wendy Zimmermann est une jeune spécialiste des questions d'immigration, un thème largement abordé par l'institut, depuis les années 1980. Elle a travaillé non seulement sur les flux migratoires et leurs origines, mais surtout sur l'impact de l'immigration sur les marchés de l'emploi et le potentiel d'assimilation des nouveaux immigrants aux modes de vie américains. L'institut a démontré que l'immigration ne contribue pas, comme on a tendance à le penser, à une réduction d'opportunités à l'égard des travailleurs américains et que les immigrants contribuent plus à l'économie américaine qu'ils ne profitent des services sociaux. D'autres chercheurs travaillent plus particulièrement sur l'éducation publique et les enfants d'immigrants.

Les travaux sur le coût de l'immigration légale et illégale s'avèrent d'une importance capitale dans le contexte américain où l'opinion publique a tendance à véhiculer des stéréotypes négatifs à l'égard de l'immigration et notamment l'immigration clandestine, comme le démontre le passage de la Proposition 187 en Californie en novembre 1994. Cette loi votée par une majorité d'électeurs californiens a pour objectif d'interdire l'accès aux écoles et l'accès aux services sociaux à tout immigrant non porteur d'un visa d'immigration. A l'heure actuelle en dépit de ce vote majoritaire, le débat n'est pas clos et les juges doivent encore déterminer la constitutionnalité de cette loi.

Les thèmes de l'immigration et de la pauvreté ainsi que la méthodologie des études d'évaluation représentent les préoccupations majeures de l'institut.

DOCUMENTS

Le rapport annuel

La liste des publications

2 exemplaires de la revue trimestrielle de l'institut,
Policy and Research Report

PARTNERS FOR LIVABLE COMMUNITIES

Korsten PETERSON

Partners for Livables Communities

1429 21st street NW

Washington DC 20036

Tel: (202) 887-5990

Fax: (202) 466-4845

PRESENTATION

Partners for Livables Communities (qui s'appelait jusqu'en 1990 Partners for Livable Places) été crée en 1977 dans le but d'aider des communautés à se donner une vision de leur future et à trouver les moyens d'y arriver. Un tiers du budget de cette association loi 1901 provient de fondations et le reste de contrats. Dans les années 1980, PLC a surtout porté son attention à la revitalisation des centres-villes et au moyen de les rendre plus attractifs. Son comité d'administration est généralement présidé par un élu local. En 1987, le gouverneur d'Arkansas, Bill Clinton, avait demandé à PLC d'aider une commission de qualité de vie ("quality of life task force") de son Etat pour élaborer un programme en vue d'y améliorer la qualité de vie. Cette association a une antenne européenne localisée à Lyon.

SUR LA PROSPECTIVE URBAINE

L'un des points forts de ce centre s'est d'avoir développé des outils d'animation qui permettent à des interlocuteurs appartenant à des horizons divers de parler un langage commun et de se donner des objectifs en vue d'améliorer la qualité de vie de leurs quartiers.

DOCUMENTS

le programme du colloque de Décembre 1994 sur "la culture au service des communautés"

Une plaquette de présentation des activités

Un exemplaire de Livability, la lettre trimestrielle d'information

WORLD FUTURE SOCIETY

Lane JENNINGS

Directeur de Recherche

World Future Society

An Association for the Study of Alternative Futures

7910 Woodmont Avenue, Suite 450

Bethesda, Maryland 20814

Tel: (301) 656-8247

Fax: (301) 951-0394

PRESENTATION

Les locaux situés dans un centre suburbain de Washington D.C. ne reflète en aucun cas la dynamique de cette association qui regroupe 30.000 personnes aux Etats-Unis et dans le monde. Le personnel de l'association, comme par exemple le responsable de Future Survey (une revue mensuelle qui présente les ouvrages qui viennent de paraître dans des domaines aussi divers que les biotechnologies ou encore les sans-abris) n'est pas à Washington D.C, mais communique quotidiennement avec eux à partir de sa maison de Syracuse, dans l'Etat de New York. L'association s'adresse en fait à tout individu, tout citoyen qu'elle informe sur le développement de nouvelles technologies, au travers de sa revue bi-mensuelle, The Futurist. L'association a été fondée en 1966 par le géographe Edwar Cornish.

L'objectif de l'association n'est pas vraiment de prédire l'avenir mais de partager avec ses membres les différentes visions du futur afin d'être en mesure de choisir celles qui paraissent les plus désirables et ainsi éviter des catastrophes. L'association part du principe que ce sont les technologies d'une part et les évènements politiques d'autre part qui façonnent l'avenir. L'association estime cependant que les mutations actuelles sont extrêmement rapides et qu'il est vraiment difficile de faire des prévisions. L'adhésion à l'association coûte 35 dollars. L'association organise en partenariat avec

d'autres associations ou centres de recherches des conférences nationales. Une manifestation qui a connu un grand succès fut celle de 1991 qui avait pour thème l'Entreprise et le futur.

SUR LA PROSPECTIVE URBAINE

Un rapide survol sur les numéros de Futurist publiés au cours des quatre dernières années montre l'intérêt des éditeurs et des lecteurs pour ce qui concerne le futur des transports. La voiture thermique y est présentée de manière plutôt négative en raison de la pollution de l'air et de la pollution de l'espace public. Futurist ne présente pas pour autant présenter une alternative aux problèmes actuels mais insiste plutôt sur les recherches en cours pour la voiture propre.

DOCUMENTS

- 1 brochure présentant l'association
- 1 exemplaire de Future Survey
- 1 liste des ouvrages disponibles à l'association et que tout membre de l'association peut acheter en bénéficiant d'une réduction.

WORLDWATCH INSTITUTE

David Malin ROODMAN
Chercheur,
Worldwatch Institute
1776 Massachusetts Ave., NW
Washington D.C. 20036
Tel: (202) 452-1992
Fax: (202) 296-7365

PRESENTATION

Difficile de présenter un Institut situé à Washington D.C. et mondialement connu par ses publications dont l'Etat du Monde qui paraît, tous les ans, depuis 1984 et est traduit en plusieurs langues. Ce centre est dirigé par Lester R. Brown et se donne pour objectif de sauver la planète et l'humanité dans un contexte d'économie mondialisée. Brown est réputé être un écologiste sérieux dont les arguments reposent sur travail considérable. L'Institut qui est en fait une association du type loi 1901 ("non profit organization), reçoit des financements de fondations comme la "Rockefeller Brothers Fund", la "Turner Foundation" et d'autres.

L'Institut publie également, tous les deux mois, World Watch Magazine qui rassemble des articles portant sur les thèmes identiques à ceux développés dans le livre annuel. Les principaux thèmes sont: la forêt, les océans, l'énergie, le transport, les technologies de la communication et l'environnement, l'industrie de la défense, la nourriture et la reconstruction de Banque mondiale.

La revue Vital Signs paraît tous les ans depuis 1992. C'est en fait une série d'articles relativement brefs qui commentent tableaux et schémas se rapportant généralement aux thèmes développés dans l'Etat du Monde. L'Institut publie également des brochures intitulées "paper series" sur des thèmes bien précis

comme l'eau dans l'agriculture, la pauvreté et l'environnement.

L'institut est situé à Washington D.C. près de Dupont Circle en face du Brookings Institution. Les locaux sont relativement vastes et on y trouve quelques rares chercheurs et un personnel réduit. En fait la majorité des chercheurs qui travaillent pour le centre n'habitent pas Washington D.C.. Marcia Di Lowe, le chercheur qu'on avait souhaité rencontré, réside à New York.

SUR LA PROSPECTIVE URBAINE

L'institut a pour objectif de rendre compte de l'état de la planète tous les ans et, de ce fait, travaille sur des données en provenance de différentes parties du globe. Comme l'expliquait Mr.Roodman - lui même spécialisé dans le recyclage des matériaux de construction, un nouveau thème que Lester R.Brown a intégré dans le programme- l'essentiel de notre travail consiste à prendre contact avec une multitude de chercheurs et d'experts travaillant sur ces thèmes aux Etats-Unis et ailleurs, à centraliser toute l'information et à la structurer par rapport à nos problématiques.

Au niveau de la méthode, il est important de reconnaître que le travail élaboré par l'équipe du Worldwatch Institute s'inscrit dans ce que l'on peut appeler de la prospective à fondement normatif. Pour l'ensemble de ces chercheurs, nos modes de vie actuels ne prennent pas en compte la dégradation que nous infligeons à l'environnement. Il est temps de réagir et de les modifier et ainsi d'envisager un futur différent du présent. Les publications sont d'une manière générale assez critiques vis à vis de la société de consommation. Aussi, des Américains très conservateurs n'hésitent pas à qualifier Lester Brow d'"éco-socialiste" (National Review 18 avril 1994).

DOCUMENT

Worldwatch Paper #105, Marcia d.Lowe, Shaping Cities: The Environmental and Human Dimensions. 1991.